

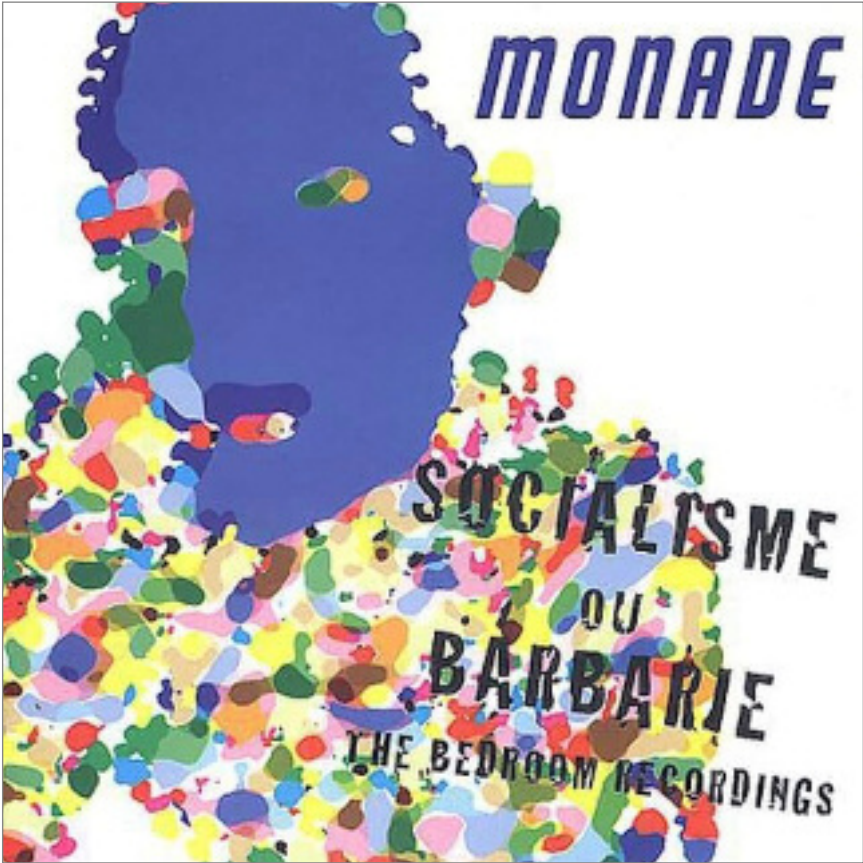


LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE
économique et social de la Libre Pensée

n° 10 - juin 2025

**Réflexions,
actions, mémoire**





SOMMAIRE

- 5 • *En guise d'éditorial* par le Curé Meslier
- 9 • *Présentation* par Christian Eyschen
- 13 • *Quelques chiffres pour comprendre*
- 17 • *Assurance-chômage : la réforme de 2019 n'a généré aucun emploi durable, mais a renforcé la précarité (extraits)* par **Médiapart**
- 21 • *Discours de politique générale de François Bayrou* par Christian Eyschen
- 31 • *Résister ou collaborer... le dilemme* par Jean-Vincent Boudou
- 37 • *Des pensions, pas des canons* par l'UCR-CGT
- 39 • *Lettre à la direction de la FNME-CGT* par le Syndicat CGT de la R&E d'EDF
- 43 • *Non à la guerre* par la FNME-CGT
- 45 • *Syndicalistes en temps de guerre* présenté par Christian Mahieux
 - **NOTES DE LECTURE**
- 63 • *Les 100 ans de la Révolution Prolétarienne* par Christian Eyschen
- 71 • *Communistes Libertaires et syndicalistes et l'UTCL* par Christian Eyschen
- 81 • *Paris-Brune de Maxime Vivas* par Christian Eyschen
- 83 • *Ouvrages cités dans les Cahiers de l'Observatoire social de la Libre Pensée* par Sophie Ladoucette



Autrefois il n'y avait rien de plus rare que de rencontrer un vieux tyran. La raison de cela était que les hommes n'avaient pas encore la faiblesse ni la lâcheté de laisser régner ni de laisser vivre longtemps les tyrans. Ils avaient l'esprit et le courage de s'en débarrasser lorsqu'ils abusaient de leur autorité. Mais maintenant, ce n'est plus une chose rare que de voir vivre et régner longtemps les tyrans. Les hommes se sont accoutumés petit à petit à l'esclavage au point qu'ils ne pensent presque plus à recouvrer leur ancienne liberté. Il leur semble que l'esclavage est une condition de leur nature.

Où sont ces généreux meurtriers des tyrans que l'on a vus dans les siècles passés ? Où sont les Brutus et les Cassius ? Où sont les généreux meurtriers d'un Caligula et tant d'autres semblables monstres ? Où sont les Publicola ? Où sont les généreux défenseurs de la liberté publique qui chassaient les rois et les tyrans de leurs pays, et qui autorisaient à tous de tuer les tyrans ? Où sont les Cinna, et tant d'autres, qui écrivaient et qui déclamaient hautement contre la tyrannie des rois ?



Où sont les Trajan qui, donnant l'épée au premier officier de son empire, lui dit de le tuer lui-même de cette épée s'il devenait un tyran ? On n'en voit plus de pareils ! Où sont les Jacques Clément et les Ravailiac de notre France ? Que ne vivent-ils encore dans notre siècle pour poignarder tous ces détestables monstres et ennemis du genre humain, et pour délivrer par ce moyen tous les peuples de la terre de leur tyrannique domination ! Que ne vivent-ils encore, tous ces braves

écrivains et tous ces braves orateurs qui blâmaient les tyrans, qui déclamaient contre leur tyrannie et qui écrivaient âprement contre leurs vices, leurs injustices et contre leurs mauvais gouvernements!

Il faut dire, à la honte de notre siècle, que l'on ne voit plus maintenant dans le monde que des lâches et des misérables esclaves de la grandeur et de la puissance des tyrans. On ne voit plus maintenant, parmi ceux qui sont d'un rang plus élevé que les autres, que des lâches flatteurs de tyrans. On ne voit plus que des lâches approbateurs de leurs injustes desseins et des lâches et cruels exécuteurs de leurs injustes ordonnances.

Tels sont, dans notre France, tous les gouverneurs des villes et des châteaux, les intendants des provinces, les juges, les magistrats qui ne servent qu'à faire exécuter partout les mêmes ordonnances. Tels sont les commandants des armées, les officiers et tous les soldats, qui ne servent qu'à maintenir l'autorité du tyran et à exécuter ou faire exécuter rigoureusement ses ordres contre les pauvres peuples. Tous ceux-là mettraient même le feu à leur propre patrie si par fantaisie le tyran leur commandait de le faire. Ils sont si fous et si aveugles qu'ils font gloire et se dévouent entièrement à leur service, comme de misérables esclaves qui sont obligés en temps de guerre de risquer tous les jours leur vie pour eux.

Sans parler encore d'une infinité d'autres canailles, de commis de bureau, de contrôleurs, d'archers, de gardes, de sergents, de greffiers, qui, tous, comme des loups affamés, ne cherchent qu'à dévorer leurs proies et ne prennent plaisir qu'à piller et à tyranniser les pauvres peuples. Sous le nom et l'autorité de leurs rois, ils exécutent rigoureusement toutes les plus injustes ordonnances contre ces pauvres peuples, tantôt par saisies de leurs biens, souvent par emprisonnement de leurs personnes et par toutes sortes de violences et de mauvais traitements, comme le fouet, les peines des galères, et quelquefois même aussi, par les peines d'une mort honteuse qu'ils leur infligent.

Voilà, mes chers amis, comment ceux qui vous gouvernent créent par la force cette détestable injustice. La religion et la politique s'unissent pour vous emprisonner sous leurs lois tyranniques.

Le Curé Jean Meslier

Ce texte est tiré d'un remarquable livre de Philippe Diaz, *Jean Meslier, Curé, Athée et Anarchiste pour le XXI^e siècle*, L'Harmattan, 167 pages, 19€, qui republie le *Testament intégral* du Curé Meslier : un Chef d'œuvre de Libre Pensée !

Philippe Diaz

**JEAN MESLIER, CURÉ, ATHÉE
ET ANARCHISTE POUR LE XXI^e SIÈCLE**



SOCIA
LISMO
R BARB
ARISM

Pourquoi faire payer les riches, quand les pauvres sont si nombreux ?

Incontestablement, nous sommes dans une situation de marche à la guerre, même si - heureusement - rien n'est encore écrit ni inéluctable. Mais il faut être rationnel, la mise en œuvre d'une économie de guerre pour tenter de résoudre les contradictions des capitalismes et de l'Impérialisme peut déboucher sur la guerre, comme sur un sursaut des peuples qui refusent cette marche à la barbarie. ***Socialisme ou Barbarie***, la formule de Rosa Luxembourg, est toujours aussi prégnante.

La **Résistance** ne peut que se manifester avec de plus en plus de force contre la volonté de saigner à blanc les travailleurs et les peuples pour financer la marche à la guerre. Tout doit être détruit (acquis sociaux, services publics, libertés démocratiques, etc.) pour financer la guerre pour le plus grand profit des capitalistes. Jamais la formule du libéralisme économique : « *Pourquoi faire payer les riches, quand les pauvres sont si nombreux* » n'aura été aussi vraie et aussi celle qui prédit que « *tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle se casse.* »

De ce fait, la période est à la clarification pour l'action sur tous les plans. Sur celui de la **Laïcité** ; chère au cœur des **Libres Penseurs**, puisqu'elle est leur « **Grand-Œuvre** » à travers notamment, mais pas exclusivement, les **lois laïques de 1881, 1882, 1884, 1886** et parachevées par la **loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État** ; son 120^{ème} anniversaire le montrera clairement.

Loi de Séparation de 1905 ou **loi « Séparatisme » de 2021**. Il faudra choisir entre la liberté et la répression raciste, entre la liberté de conscience et l'idéologie d'État. Le **Meeting national et international du 6 décembre** au gymnase Japy sera un élément de cette clarification fondamentale.

LE CONCLAVE SE REBIFFE

Vous connaissez tous le film quasi-éponyme qui montre comment un « *coup fourré* » de truands se retourne en son contraire. C'est ce qui est en train de se passer, comme le montre la manœuvre de bas étage du gouvernement **Macron/Bayrou** sur le **Conclave** de la réforme des retraites, qui est en train de tourner en son contraire par le départ ulcéré et en fanfare de la **CGT-FO**, puis de la **CGT**. Même une partie du **Patronat** claque la porte. Tout va partir en quenouille et cela entrainera une clarification d'où émergera une action encore plus forte.

Comme pour la **Laïcité**, une barricade n'a que deux côtés, et on commence à percevoir nettement qui sera où dans la gigantesque bataille qui s'annonce et dont les éléments constitutifs s'amoncellent au fur et à mesure : grèves, manifestations, front du refus qui s'élargit sans cesse, jonction de plus en plus importante du **Mouvement ouvrier** organisé avec les **Associations d'Immigrés, de Quartiers, de Sans-Papiers** et des nombreux **Comités** « *pour que Justice soit rendue* » après les nombreuses exactions de répression, assassinats et exécutions commis par les Forces de l'Ordre, toutes entières au service du **Capital** et de la **Réaction raciste** la plus noire.

Là aussi, le **Meeting de Japy** sera un élément de cette jonction, car la conscience que nous sommes « *dans un sort commun* » va devenir de plus en plus prégnante et que la solution, qui ne peut être que collective, deviendra une puissante évidence.

LA RÉVOLUTION PROMETHARIENNE

La force de l'Histoire, c'est l'Histoire elle-même. Elle se rappelle aux souvenirs de chacun. Et parler d'Histoire, c'est aussi faire l'Histoire. La **Libre Pensée** étant aussi, en plus de son action de défense de la laïcité, une association d'**Éducation populaire**, vous trouverez dans ce **Cahier** deux études.

L'une à l'occasion des 100 ans de la revue **La Révolution prolétarienne**, que par une faute de frappe involontaire sur mon clavier, j'avais appelé, il n'y a guère longtemps « **La Révolution Prométharienne** ». Il y a des lapsus involontaires révélateurs. Celui-là, je le garde.



**la Révolution
prolétarienne**

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

La deuxième étude porte sur l'UTCL et les **Communistes-libertaires**, qui fut et est encore un courant important dans le **Mouvement anarchiste**. Nous publierons dans le prochain *Cahier*, deux trois études, une sur *la CGT dans les années 50*, une autre sur *La manifestation Ridgway du 28 mai 1952* qui eut des conséquences importantes pour la CGT et le PCF et enfin une autre sur ce que l'on a appelé « *L'Affaire des fuites* ». Puis, dans le *Cahier* suivant, nous publierons au moins une étude sur *La Naissance de Force Ouvrière autour de Robert Bothereau*. D'autres sujets sont aussi en cours pour les numéros suivants.

Nous publions aussi dans ce numéro d'autres informations et articles qui pourraient vous intéresser et qui montrent la diversité, mais aussi la convergence de nos réflexions et d'actions.

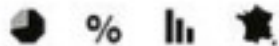
Notre revue est ouverte à celles et à ceux qui partagent nos centres d'intérêts, n'hésitez pas à nous envoyer des contributions pour une éventuelle publication.

Bonne lecture.

Christian Eyschen



ÉTAT DE LA FRANCE
EN INFOGRAPHIES ET EN IMAGES



SEUIL

QUELQUES CHIFFRES POUR COMPRENDRE

▫ RELIGIONS :

- Part des baptisés dans les naissances : 1961 : **82 %**, 1980 : **70 %**, 2018 : **27 %**
- Participation à la messe : Tous les dimanches : 1961 : **35 %**, 2012 : **6 %**
Quelques fois : 1961 : **33 %**, 2012 : **28 %**
Jamais : 1961 : **24 %**, 2012 : **46 %**
- Nombre de prêtres : 1990 : **25 203**, 2010 : **14 112**, 2020 : **10 188**
- Filles se prénommant Marie : 1914 : **15 %**, 1970 : **1 %**, 2016 : **0,30 %**
- Présence d'un crucifix au domicile : 1988 : **39 %**, 2020 : **17 %**
- Pratique du Yoga : en 2020, 1 Français sur **5**, 1 Française sur **4**
- Français pratiquant une psychothérapie : 2001 : **5 %**, 2013 : **28 %**

▫ VIE FAMILIALE :

- Mariages : 1958 : **312 703**, 2020 : **149 983**
- Divorces : 1975 : **55 612**, 2004 : **134 601**
- Naissances Hors Mariage : 1946 : **8,70 %**, 1980 : **11,40 %**, 2007 : **50,70 %**, 2022 : **65,20 %**
- Avis :
Homosexualité, une sexualité comme une autre : 1986 : **54 %**, 1996 : **67 %**, 2012 : **87 %**
- Crémation des défunts : 1980 : **0,80 %**, 2023 : **43 %**
- Audiences de la Première chaîne de TV : 1988 : **44,80 %**, 2023 : **18,60 %**

▫ **SOCIAL ET ÉCONOMIQUE :**

- Nombre d'Agriculteurs : 1970 : **1 588 000**, 2000 : **664 000**, 2020 : **380 000**
- Nombre de bateaux de pêche : 1993 : **11 660**, 2005 : **5 360**, 2021 : **4 239**
- Part du pavillon français dans le transport routier : 1991 : **55 %**, 2005 : **20 %**, 2021 : **7,70 %**
- Se définir Gilets Jaunes en 2018 : Ouvriers : **31 %**, Travailleurs Indépendants : **25 %**, Employés : **23 %**, Retraités : **15 %**, Cadres et Professions Intellectuelles : **11 %**

▫ **POLITIQUE :**

- Évolution de l'Électorat d'Emmanuel Macron dans les électors des autres forces politiques :

Jean-Luc Mélenchon : 2017 : **10 %**, 2022 : **3 %**

François Hollande : 2017 : **48 %**, 2022 : **39 %**

François Bayrou : 2017 : **52 %**, 2022 : **48 %**

Nicolas Sarkozy : 2017 : **17 %**, 2022 : **47 %**

- Évolution du vote pour Jean-Luc Mélenchon par couches sociales :

Cadres et Professions intellectuelles : 2017 : **16 %**, 2022 : **21 %**

Artisans et Commerçants : 2017 : **18 %**, 2022 : **22 %**

Professions intermédiaires : 2017 : **26 %**, 2022 : **22 %**

Employés : 2017 : **24 %**, 2022 : **25 %**

Ouvriers : 2017 : **25 %**, 2022 : **27 %**

- Évolution du vote pour Jean-Luc Mélenchon par tranches d'âges :

18/24 ans : 2017 : **29 %**, 2022 : **36 %**

25/34 ans : 2017 : **24 %**, 2022 : **30 %**

35/49 ans : 2017 : **21 %**, 2022 : **24 %**

50/64 ans : 2017 : **20 %**, 2022 : **21 %**

65 et plus : 2017 : **12 %**, 2022 : **13 %**

Source : *Métamorphoses Françaises* par Jérôme Fourquet



ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE

L'association de bienfaisance de la libre pensée,
que vous soyez libre penseur ou pas,
apporte des aides individuelles :

Votre conjoint est en EHPAD ou bénéficie d'un Plan d'Aide à Domicile,
Entraide et Solidarité peut vous aider, chaque mois, pour le reste à charge.

Entraide et Solidarité peut verser une bourse d'étude.

Le reste à charge pour une prothèse dentaire, des lunettes est trop élevé, ...,
Entraide et Solidarité peut vous aider à faire face.

Entraide et Solidarité aide également des associations :

Comme Tadamoun Wa Tanmia qui scolarise ensemble des enfants libanais, syriens et palestiniens déplacés ou comme l'Union des Juifs Français pour la Paix (UJFP) qui apporte une aide quotidienne aux Gazaouis affamés et écrasés sous les bombes.

POUR PERMETTRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ D'AGIR AIDEZ-LA
DEVENEZ BIENFAITEUR

En allant sur notre site : <https://www.entraideetsolidaritelibrespenseurs.org>

Les demandes, de mandat pour devenir bienfaiteur, d'aide, de conseil, de renseignements sont à adresser à contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org



MEDIAPART

Assurance-chômage : la réforme de 2019 n'a généré aucun emploi durable, mais a renforcé la précarité

Non seulement la réforme n'a pas tenu ses promesses de mettre fin aux contrats courts, mais elle a encore plus appauvri les demandeuses et demandeurs d'emploi. C'est le constat dressé par la Dares, l'institut statistique du ministère du travail, qui vient de publier le bilan final du comité d'évaluation de la réforme. Cinq équipes de recherche académiques ont travaillé sur le sujet, mêlant enquêtes quantitatives et qualitatives, pour décortiquer les effets des mesures de la réforme, entrées en vigueur entre 2019 et 2021...



Elles ont tour à tour baissé le montant des allocations chômage en changeant le mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR), durci les conditions d'accès aux droits, en passant de quatre à six mois la durée nécessaire de travail pour bénéficier d'une indemnité, et introduit une dégressivité sur les allocations les plus élevées. En parallèle, un système de « *bonus-malus* » sur les cotisations a été instauré pour pénaliser les employeurs trop gourmands en contrats courts...

L'impact sur le montant des allocations est, quant à lui, tangible : 18 % de baisse en moyenne. Cette baisse touche des demandeurs d'emploi « *principalement jeunes, peu qualifiés et alternant périodes d'emploi et de chômage* »...

Pourtant, après avoir saccagé les droits des chômeuses et chômeurs avec cette première réforme particulièrement brutale, l'exécutif ne s'est pas arrêté là, s'attaquant en 2023 à

la durée d'indemnisation, réduite depuis de 25 %. Mais, cette fois, sans promettre autre chose que des économies sur le dos des plus précaires...

Le rapport d'évaluation note que les demandeurs et demandeuses d'emploi sont restés moins longtemps sans emploi (baisse moyenne de 12 % de la durée), mais l'examen précis des raisons, au travers des enquêtes qualitatives, n'est pas franchement réjouissant. « *Les demandeurs d'emploi aux parcours fractionnés ressentent une pression accrue à retrouver un emploi du fait de difficultés financières, souligne le document. Pour retrouver un emploi rapidement, ces demandeurs d'emploi aux parcours discontinus déclarent plus systématiquement être disposés à accepter des emplois sous-qualifiés.* »...

« *Le non-recours à l'assurance-chômage est un phénomène structurel important en France, peut-on lire. Il représenterait de l'ordre d'un tiers des fins de contrat éligibles [et] serait particulièrement important pour les fins de CDD et les personnes ayant des durées cotisées faibles.* » Avec une crainte, soulevée en creux : la réforme et ses différentes mesures « *ayant ajouté une certaine complexité dans les règles* », il est possible qu'elle puisse accentuer, encore davantage, le non-recours aux droits...

Médiapart - Cécile Hautefeuille

4 avril 2025



Derrière l'enfumage, le danger corporatiste se précise

C'est quasiment une homélie inspirée par l'Église catholique, y compris dans les mots même, comme « *conclave* ». C'est même à la limite de la caricature. **Bayrou-de-secours** commence par battre sa coulpe dans la plus grande tradition du **dolorisme** : « *Sur ces bancs, même parmi ceux qui sont violemment hostiles à ce que nous pensons, pas un ne trouve notre position enviable. 84% des Français, paraît-il, jugent que le gouvernement ne passera pas l'année. Et il m'arrive même de me demander où les 16% restants trouvent la source de leur optimisme.* »

Après la flagellation, l'**Union sacrée** au nom de tous les Français, car « *Quand tout va bien, on s'endort sur ses lauriers. Quand tout va mal, on est contraint au courage. Il y a un deuxième atout décisif. C'est le besoin, l'exigence, l'injonction que le pays nous assigne : retrouver la stabilité ! Tout le pays, tous les Français en ont besoin. Ils comprennent bien que nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais ils nous enjoignent, je le crois, de joindre nos forces pour forcer les issues.* »

C'est le discours classique : tout le monde est responsable, tout le monde est coupable : « *Les sujets d'inquiétude sont innombrables. Il en est un, toutefois, qui émerge avec une force criante : le surendettement de notre pays... Quelles incertitudes et difficultés cette situation suscite. Depuis la guerre, la France n'a jamais dans son histoire été aussi endettée qu'elle l'est aujourd'hui.* » C'est donc la faute des Français et des gouvernements qui ont « *voulu les aider* » dans leurs misères diverses. Et sans le dire, tout en le disant quand même un peu, c'est la reprise de la litote macroniste : « *le budget social coute un pognon de dingues* ».

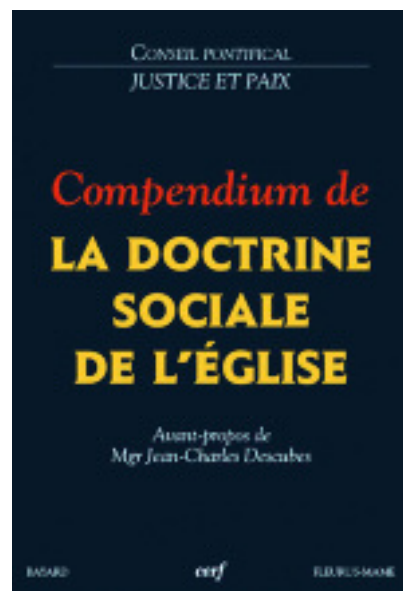
Qui est visé, sinon les travailleurs, les chômeurs, les pauvres et les immigrés qui « *coutent tant et rapportent si peu.* ». Sous le misérabilisme condescendant, on retrouve le terreau et le fumier de l'extrême-droite. Le passage honteux sur les dangers de l'**Immigration** n'est qu'un appel au secours à l'extrême-droite et à la Chouannerie de **Retailleau** et de **Villiers**. L'annonce de la remise en cause du **Droit du sol** à Mayotte va dans le même sens, surtout mis en œuvre par **Manuel Valls** qu'aucune ignominie raciste et xénophobe n'arrête.

Sous l'évocation des **Gilets-Jaunes** et l'immense peur que cela a suscité pour la **Macronie**, la seule solution du pouvoir est d'en appeler au **mouvement syndical** pour qu'il lui serve de béquille : « *J'ai confiance dans les partenaires sociaux. Je crois qu'ils ont entre les mains une part décisive de l'avenir national. C'est aussi cela la nouvelle méthode démocratique. En finir avec les injonctions du haut vers le bas. Redonner place à la vie*

démocratique : avec les citoyens, les élus, tous les corps intermédiaires qui constituent la Nation française. » C'est impliquer les syndicats dans la dégradation de la France si la situation ne s'améliore pas et s'ils refusent de faire corps avec ce nouveau gouvernement.

La Doctrine sociale corporatiste de l'Église au secours de la Macronie agonisante

Les « *corps intermédiaires* » sont tout droit sortis de la **Doctrine Sociale de l'Église** qui a aussi inventé le « *principe de subsidiarité* ». C'est ce que revendiquait Pie XI dans son encyclique **Quadragesimo Anno**, définissant le principe de subsidiarité : « *Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort ; elle pourra, dès lors, assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle parce qu'elle seule peut les remplir : diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportement, les circonstances ou la nécessité l'exige* ».



Le modèle parfait a été incarné par la **France d'Ancien-Régime**. L'État était replié sur ses fonctions régaliennes (armée, police, justice, diplomatie) et toutes les autres fonctions étaient dévolues à des corps intermédiaires de plus bas niveau : les fermiers généraux pour la collecte de l'impôt, l'Église et les ordres religieux pour un semblant d'éducation, de soins et de charité. C'était la stricte application avant l'heure du **Principe de subsidiarité** défini par l'**Église catholique** et appliqué par l'**Union européenne**. Les trois États (la Noblesse, le Clergé et le Tiers-État), c'était aussi les trois étages : l'État, les provinces et les corps intermédiaires.

La **Révolution Française**, en **1789**, a brisé l'**Ancien-Régime** et le **Principe de subsidiarité**, qui n'existait pas encore formellement, mais qui était déjà pratiqué. Elle a institué une société dans laquelle on a toujours confié, pour assurer l'**Égalité des citoyens** devant la loi, à des organismes de rangs supérieurs les missions d'une société moderne et démocratique.

Ce qui caractérise la **Révolution Française**, la **République**, c'est que pour assurer l'**Égalité des citoyens devant la loi**, on a créé la notion de **Service public**. Ce qui caractérise l'**Ancien-Régime** et le **Principe de subsidiarité**, c'est que pour briser l'**Égalité des citoyens** devant la loi, pour donner et confier à des organismes de rangs inférieurs, on privatise et on détruit les services publics.

La Doctrine sociale de l'Église, ce sont cinq Principes intangibles :

- **Premier principe** : à l'heure des Révolutions, seule l'Église peut agir efficacement contre.
- **Deuxième principe** : la propriété privée des moyens de production et l'inégalité sociale sont d'ordre naturel et de droit divin.
- **Troisième principe** : pas de salaire trop élevé, interdiction du droit de grève et pas trop d'impôts sur le capital.
- **Quatrième principe** : promouvoir l'alliance du Travail et du Capital, par la notion de communautés d'intérêts.
- **Cinquième principe** : se doter d'instrument de conquête de la classe ouvrière ou par l'instauration de corps intermédiaires, quand les outils manquent.

L'idée générale est que la société dans son ensemble représente « *le Corps Mystique du Christ* » et que les différentes structures qui la composent sont des « *corps intermédiaires* » faisant partie du *Tout* (le corps humain obéissant au cerveau, c'est-à-dire au Christ et à l'Église) et subordonné au *Tout*. Il n'y a donc pas de Lutte des Classes, ni d'indépendance de classe des organisations ouvrières, puisqu'elles doivent être subordonnées au *Tout*. Elles doivent servir le « *Bien commun* » qui est celui de l'État (opresseur et exploitateur).

Voici ce que disait **Philippe Pétain**, à Saint-Étienne, le 1^{er} mars 1941, en présentant la *Charte du Travail* : « *Les causes de la lutte des classes ne pourront être supprimées que si le prolétaire qui vit, aujourd'hui, accablé par son isolement, retrouve dans une communauté de travail, les conditions d'une vie digne et libre, en même temps que des raisons de vivre et d'espérer. Cette communauté, c'est l'entreprise. Sa transformation peut, seule, fournir la base de la profession organisée, qui est elle-même une communauté de communautés.*

*Cela exige qu'une élite d'hommes se donne à cette mission. Ces hommes existent parmi les patrons, les ingénieurs, les ouvriers. C'est à eux d'abord que je fais appel. Je leur demande de se pénétrer de la doctrine du **Bien Commun au-Dessus des Intérêts Particuliers**, de s'instruire des méthodes d'organisation du travail capables de permettre à la fois un meilleur rendement et plus de justice, en donnant à chacun sa chance dans l'entreprise et dans la profession... »*

Rappelons que tout le **Mouvement syndical** a refusé et combattu la *Charte du Travail*, notamment par le premier acte de **Résistance**, à savoir le **Manifeste des 12 de novembre 1940** qui proclamait que le **syndicalisme français** doit s'inspirer des principes essentiels dont :

- 1 - Il doit être anticapitaliste et, d'une manière générale, opposé à toutes les formes de l'oppression des travailleurs.

- 2 - Il doit prendre dans l'État toute sa place et seulement sa place.
- 3 - Il doit affirmer le respect de la personne humaine, en dehors de toute considération de race, de religion ou d'opinion.
- 4 - Il doit être libre, tant dans l'exercice de son activité collective que dans l'exercice de la liberté individuelle de chacun de ses membres.
- 5 - Il doit rechercher la collaboration internationale des travailleurs et des peuples.

Ce sont ces principes qui ont conduit la **CGT-Force Ouvrière**, notamment, à appeler au **Non à de Gaulle** en 1969 sur un projet similaire à celui que présente **François Bayrou** aujourd'hui. Il lui arrivera nécessairement la même chose.

1940, 1969 et aujourd'hui, l'heure est à la Résistance !

La farce de la re-discussion de la Contre-Réforme des Retraites

François Bayrou fait une proposition que les « *partenaires sociaux* » entrent en « *conclave* » pour discuter de cette contre-réforme : « *Plusieurs des partenaires sociaux ont indiqué qu'ils avaient identifié des pistes pour que la réforme soit socialement plus juste et cependant équilibrée. Elles méritent toutes d'être explorées. Et toutes les questions doivent pouvoir être posées. Chacun des partenaires sociaux aura le droit de faire inscrire à l'ordre du jour de ces discussions et négociations les questions qui le préoccupent. Rien n'est fermé.*

Une délégation permanente sera donc créée. Je la réunirai dès vendredi. Je proposerai aux représentants de chaque organisation de travailler autour de la même table, de s'installer dans les mêmes bureaux, ensemble, pendant trois mois à dater du rapport de la Cour des comptes. Si au cours de ce "conclave" cette délégation trouve un accord d'équilibre et de meilleure justice, nous l'adopterons. Le Parlement en sera saisi lors du prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale, ou si nécessaire par une loi. »

Et il rajoute cette menace : « *Je souhaite que cet accord soit trouvé. Mais si les partenaires ne s'accordaient pas, c'est la réforme actuelle qui continuerait à s'appliquer.* » Si ce n'était pas si grave, on en rirait. **Bayrou** se prend pour **Don Corleone** dans *le Parrain* en faisant « *une proposition que personne ne peut refuser* », car il a le pistolet sur la tempe. Qui va accepter cela ? Et il se prend pour qui et quels moyens a-t-il pour imposer cela ? Le Pouvoir est discrédité de partout et au fond du trou. Il ne peut donc compter que sur l'aide de ceux qui confondent compromis et compromission pour une telle trahison des intérêts des travailleurs.



Pourquoi faire payer les riches quand les pauvres sont si nombreux ?

Ce vieil adage du libéralisme (sauvage) du **Capitalisme du XIX^e siècle** est toujours d'actualité. La rhétorique du **Macrono-bayrouisme** est clairement indiquée : « *Il nous faut repenser tous nos budgets, à partir non pas du prolongement de ce qui se faisait l'année précédente augmenté d'un pourcentage d'inflation, mais de ce qu'exige le service ou l'action à conduire. Ces budgets redéfinis, repensés, je demanderai à tous les ministres de les préparer dès le printemps. C'est un effort dont personne ne pourra s'exclure, chacun à sa manière dans l'exercice quotidien de ses missions.* »

Enfin, tout le monde doit faire un effort ou presque : « *Il existe chez nous un vieux réflexe : cibler les entreprises et plus spécialement les entreprises françaises, et en particulier celles qui réussissent le mieux à l'exportation... Ma conviction est que, nos entreprises, nous devons leur faciliter la tâche, dans des conditions fixées par la démocratie sociale. Elles doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges...* » Et aussi « *Je l'ai dit le jour de ma prise de fonction. Nous avons devant nous une grande œuvre de réconciliation. Réconcilier les Français entre eux ; réconcilier les Français avec l'État et leurs élus ; réconcilier les Français avec les entreprises.* ». C'est ce que disait **Pétain** mot pour mot dans la **Charte du Travail** : « *Cette communauté, c'est l'entreprise... en donnant à chacun sa chance dans l'entreprise et dans la profession.* »

Le plan d'austérité annoncé par le nouveau locataire de **Matignon** est encore plus destructeur que celui de son prédécesseur, la saignée va augmenter de plus de 50 milliards. Pour illustrer les conséquences de ces politiques d'austérité gouvernementale, je citerai deux exemples qu'il n'est pas besoin de commenter :

- **Nombre d'Agriculteurs** : 1970 : 1 588 000, 2000 : 664 000, 2020 : 380 000
- **Nombre de bateaux de pêche** : 1993 : 11 660, 2005 : 5 360, 2021 : 4 239

La Guerre en toile de fond comme perspective d'écrasement de la Démocratie

L'hommage à l'**Armée française**, dont les budgets vont augmenter considérablement à la demande des **États-Unis** pour déboucher sur une économie de guerre comme seul moteur de relancement des profits capitalistes, s'est accompagné de référence tout à fait explicite : « *Un philosophe qui siégea sur ces bancs, Marc Sangnier, a défini la démocratie comme "l'organisation sociale qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité du citoyen". Or il n'y a pas de citoyens conscients et responsables si l'on ne partage pas avec eux les vérités les plus fondées, même les plus brutales. Comme l'écrivait Charles Péguy : il faut : "Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste".*

Rappelons que c'est **Marc Sangnier**, fieffé Calotin qui a fondé la revue *Esprit* - dans laquelle **Emmanuel Macron** a collaboré dans tous les sens du terme - qui a armé « *philosophiquement et religieusement* » le bras de l'assassin de **Jean Jaurès** pour ouvrir la voie à la **Première Guerre mondiale**. Quant à **Charles Péguy**, il encensait la Guerre, l'esprit de caserne, l'uniforme. Au point que sa célèbre expression sur « *les Hussards noirs* » à propos des **Instituteurs** n'est en rien un hommage à l'émancipation humaine et à l'Instruction qui élève, mais elle manifeste sa conception militaire de l'enseignement. J'ai indiqué dans un article de la *Raison* ce que je pensais de lui : « *Il glorifiait la guerre et l'Union sacrée : "Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre ! Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés !" proclamait-il. Lieutenant de réserve, il part en campagne dès la mobilisation en août 1914, dans la 19ème compagnie du 276ème régiment d'infanterie. Il meurt le 5 septembre, en Goële, près de Meaux, lieu essentiel des combats de la bataille de l'Ourcq à la veille de la première bataille de la Marne, tué d'une balle au front, alors qu'il exhortait sa compagnie à ne pas céder un pouce de terre française à l'ennemi.* »



Péguy avait dit aussi que « *l'homme n'est jamais libre qu'au régiment. [...] Hors des servitudes civiles ; hors des émois civils. Sensible au bon procédé, sensible au mauvais ; sensible au mot courtois, sensible à l'injure ; suivant jusqu'à la mort le chef ami, le chef aimé, le chef courtois, haïssant à mort le chef discourtois, le chef injurieux, tel est le Français, tel est le peuple, tels nous sommes* ». En résumé, il a vécu comme un réactionnaire et il est mort comme un con. Au moins, reconnaissons-lui une certaine continuité.

Avec la Loi de Programmation militaire de 413 milliards, le Service National Universel, les Classes de Défense, le port de l'uniforme à l'École, les hommages à **Sangnier** et à **Péguy**, c'est tout un conditionnement qui est mis en œuvre pour la marche à la Guerre.

Bayrou a beaucoup cité et récité, il a nommé aussi **Pierre Mendès-France**, il aurait pu citer ce que celui-ci disait dans son témoignage dans *Le Chagrin et la Pitié* de **Marcel Ophüls** sur l'**Occupation nazie** à Clermont-Ferrand : « *Il y a deux choses résiduelles en France, qui montent, qui descendent, qui stagnent, mais qui ne disparaissent jamais : l'Anglophobie et l'Antisémitisme* ». Mais cela aurait été contraire à l'ignoble chasse aux sorcières menée par des ignorants incultes contre **Jean-Luc Mélenchon**. **Bayrou**, c'est courage, fuyons ! Il a cité aussi **Simone Weil** et son « *premier besoin de l'âme* ». **Bayrou** se vante toujours d'en avoir une, elle ne doit pas être bien grande pour un tel silence complice avec les **sycophantes**, parce que lui, il sait que l'accusation portée contre **LFI** est profondément mensongère.

Une politique d'alignement complet sur les États-Unis

Voici l'avenir que trace **Bayrou-de-secours** : « *En faisant l'éloge d'un monde multipolaire, la Chine tisse le réseau de sa domination économique, technologique, diplomatique et militaire ; l'excédent commercial chinois vient de franchir le cap - écoutez bien - des mille milliards de dollars ; c'est une stratégie programmée depuis dix ans qui vise purement et simplement à remplacer notre industrie. Nous avons, dans la défense de ces règles bafouées, un grand allié, parfois incommode : les États-Unis.* » Soyons logique, si on condamne un monde multipolaire, pour le moins, on souhaite un monde unipolaire sous la houlette du « **Grand Allié** ».

Mais avec **Washington**, il y aussi **Tel-Aviv** : « *Dans le nouveau monde de la force brutale, la France a ses propres atouts. Sa diplomatie, la force de son armée et l'engagement de ces militaires auquel je rends ici hommage. Ils nous protègent collectivement. C'est d'ailleurs pour moi l'occasion d'évoquer le sort de nos otages retenus par le Hamas ainsi que celui de tous nos otages, dont nous demandons la libération.* »

C'est la première fois qu'un gouvernement français parle « *d'otages français* » du **Hamas**, se rendant ainsi complice du génocide contre le **Peuple palestinien**, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Or, il n'y a pas « *d'otages français du Hamas* », il y a des otages du **Hamas** parce qu'ils sont **israéliens** et non **français**. Nous sommes par principe contre les prises d'otages, cela ne se discute même pas, mais pourquoi parler de ceux du **Hamas** et pas des vrais otages français ailleurs, comme par exemple en Iran. Les mots ont un sens et les maux de **Bayrou** sont des parti-pris honteux et scandaleux.

Autre alignement complet : l'apologie de « *l'Intelligence artificielle* » à mettre en œuvre partout dans le **Public** comme dans le **Privé**. Mais qui possède les outils pour cela, sinon les **États-Unis** ? Qui peut faire croire que **Donald Trump** va jouer les partenaires gentils dans cela quand on voit ses prétentions sur une partie du monde ? C'est se moquer du monde que de jouer de la mandoline sur la **France** et l'**Union européenne**, cela sera la mainmise des **USA** sur tous les process, qui débouchera sur une dépendance, une servitude et une aliénation encore plus grande.

Quand la répression ne suffit plus, on achète !

Un passage du **Discours de Politique Générale** a été peu cité, mais il est essentiel pour comprendre : « *Je crois à la laïcité, en matière religieuse comme en politique. Laïcité, dont la racine grecque, veut dire "faire un seul peuple". Faire un seul peuple, c'est reconnaître que le pluralisme est légitime. Je souhaite proposer que les partis politiques, comme les syndicats, puissent être reconnus comme des mouvements d'utilité publique.* »

Parler de « *pluralisme* » tout en promotionnant « *un seul Peuple* », cela rappelle des temps où le **Totalitarisme** voulait mettre en œuvre une idéologie d'État (*Ein Volk, ein Reich, ein Führer*) qui s'imposait à tous, c'est d'ailleurs ce que cherche la Loi « *Séparatisme* » du 21 août 2021 au nom de pseudo-« *valeurs de la République* », mais faire des associations et des syndicats des partenaires sociaux **reconnus d'utilité publique**, c'est aller bien au-delà de la possibilité de recevoir des subventions.

Voici la définition tirée du site du **Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative** : « *La reconnaissance de l'utilité publique permet notamment aux associations ou fondations qui en bénéficient de recevoir des donations et des legs, et de s'assurer ainsi une certaine pérennité. Pour être reconnue d'utilité publique l'association ou la fondation doit œuvrer dans l'intérêt général.* »

Est-ce le rôle d'une association ou celui d'un syndicat de servir « *l'intérêt général* » ou bien de servir l'intérêt de ses adhérents et des travailleurs pour les syndicats ? L'intérêt général ou le « *Bien commun* » pour l'**Église catholique** nie les intérêts particuliers et le conflit de classes aux intérêts différents. Reconnaître les syndicats ouvriers d'utilité publique, c'est les acheter pour leur faire changer de nature et en faire des corps intermédiaires de l'État (le *Tout*, décrit plus avant).

Il s'agit bien d'un projet totalement corporatisme que propose François Bayrou.

Petit retour sur l'Histoire

À la fin du **Second-Empire**, Napoléon III était dans une situation comparable à Emmanuel Macron, détesté et contesté par toute la société, après un plébiscite gagné parce qu'arrangé, il allait être à terre quatre mois plus tard... Il eut donc l'idée, pour gagner ses faveurs et tenter de durer encore un peu, de proposer à l'Obéissance maçonnique dite « *Grand Orient de France* » de devenir « *reconnue d'utilité publique* », avec tous les avantages liés à cela. Au sein de la direction du **GODF**, il n'y eut qu'une voix contre, l'écrasante majorité avait la faiblesse de la chair pour les liquidités et les décorations.

Alors le seul opposant eut l'idée de lire à haute voix la Fable **Le Loup et le Chien** de Jean de La Fontaine, qui raconte qu'un loup affamé rencontre un Chien dodu et bien gras et lui demande comment il fait. Le Chien répond qu'il n'a rien à faire que d'obéir à son maître. Le Loup est tenté, mais il aperçoit une blessure au cou du Chien et lui demande d'où cela vient, et le Chien lui répond que c'est son collier qui l'attache qui le blesse.



« *Attaché ? dit le **Loup** : vous ne courez donc pas Où vous voulez ? - Pas toujours ; mais qu'importe ? Il importe si bien, que de tous vos repas Je ne veux en aucune sorte, Et ne voudrais pas même à ce prix un trésor. Cela dit, **maître Loup** s'enfuit, et court encore.* »

Moralité : il vaut mieux être pauvre et libre que riche et attaché.

Le **Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France** décida alors à l'unanimité de refuser d'être reconnu d'utilité publique pour rester libre. Et quatre mois plus tard, **Badinguet** gisait à terre et prenait la route de l'exil en Angleterre où il mourut méprisé de tous. Quelques mois plus tard, les « *Prolétaires montaient à l'assaut du ciel* » (**Karl Marx**) en proclamant la **Commune de Paris**. Une autre histoire, la nôtre, commençait alors.

Christian Eyschen

Libre Penseur

Budget 2025



Il y a des situations qui quelquefois ne permettent pas d'apercevoir clairement les objectifs recherchés et le doute peut s'installer. Ce n'est vraiment pas le cas du pitoyable feuilleton du budget 2025, digne de la *comedia del arte*, mené par le ministre **Bayrou**.

Nous y retrouvons toujours les mêmes comédiens, les mêmes méthodes, usées jusqu'à la corde dans le cadre bien compris d'une **V^{ème} République** agonisante. C'est donc à grands coups de 49.3, avec l'aval entre autres des députés **Républicains**, du **Parti socialiste** (dans ce cas ce serait plutôt Laval...) et du **Rassemblement national** que ce budget a été voté.

Pour éviter la censure et amadouer la plèbe, tout en donnant au **PS** (qui n'avait pas vraiment besoin de cela) une nouvelle opportunité de trahir la classe ouvrière, le **Premier ministre** a lancé un *conclave* sur la réforme des retraites de 2023.

Les mots ont tous une importance. D'après le **Larousse** un conclave est une *enceinte où sont enfermés les cardinaux pour procéder à l'élection d'un pape*. Certes le premier ministre est un fervent catholique, cela est parfaitement respectable. Qu'il se répande sur le sujet, *es-qualité*, dans tous les médias violant ainsi allégrement la **loi de 1905** l'est beaucoup moins. Alors que tout le monde ou presque voudrait l'entendre sur le sujet des viols et violences à **Betharram**, il est d'un silence de trappiste.

Outre cette anecdote qui n'en est pas une, ce conclave n'a rien d'une concertation ou d'une négociation avec les organisations syndicales, et n'a pas pour objet une quelconque discussion sur une abrogation ou suspension de la réforme. **Bayrou** a donné la feuille de route : *plancher sur une nouvelle réforme (...) sans aucun tabou pas même l'âge légal de départ à la retraite (...) et respecter l'équilibre financier*.

Pour ce gouvernement réactionnaire porté à bout de bras par le **RN** et le **PS**, il s'agit de tenter d'associer une nouvelle fois les organisations syndicales à des décisions déjà prises, et qui ne bougeront éventuellement qu'à la marge. Le cadre est exactement le même que celui des conférences sociales de **Sarkozy**, puis de **Hollande**.

Soyons réalistes à l'époque cela convenait parfaitement à certaines organisations, toujours promptes à tirer la substantifique moelle de l'insignifiant. Mais pour toutes les autres, la leçon aurait dû être retenue, visiblement il n'en est rien. Il y a même pire quand la majorité d'entre-elles se commettent dans un courrier commun avec le patronat, adressé aux responsables politique et demandant la stabilité du pouvoir. Ce n'est certainement pas là le rôle des dirigeants syndicaux qui ne sont en aucun cas garants de l'**intérêt général**, mais uniquement des **intérêts particuliers des salariés**.

Venir sur ce terrain c'est faire de la politique de bas étage, c'est poser les organisations syndicales en contre-pouvoir alors qu'elles ne peuvent et surtout ne doivent être que des contrepoids.

Toutes les organisations confédérées adoptent lors de leurs instances statutaires des résolutions qui donnent les orientations et fixent le mandat. Pour la majorité d'entre-elles, la réforme des retraites de la ministre **Borne** qui a vu six mois de conflit, est inacceptable et doit être abrogée. Les syndicats de base avec les militants de terrain ont donné un message clair sur le sujet, qui ne souffre pas d'interprétation.

Dans la configuration politique et gouvernementale, qui est celle que nous connaissons aujourd'hui, participer ou ne pas participer à cette nouvelle tentative d'intégration des organisations aux manœuvres de l'État et du Parlement est donc une question cruciale. Ce **conclave** opportuniste et surtout corporatiste est là pour mettre en œuvre une énième politique de casse sociale envers les salariés, qui exigent massivement l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites.

Les organisations syndicales se retrouvent face à un gouvernement aux abois qui leur ouvre la porte d'une pseudo-négociation, qui n'est en fait qu'un leurre. Ce piège que tout le monde peut voir, installe tout de même l'éternel dilemme de la conduite à tenir.

Comme toujours fleurissent les commentaires mille fois entendus : ne pas participer, c'est risquer de se voir reprocher une forme de jusqu'au-boutisme, une politique de la chaise vide, et risquer d'être isolé si tous les autres syndicats y participent...

Participer c'est prendre le risque bien connu à ce jour, de se faire enfermer dans une logique d'accompagnement corporatiste, tout en se disant qu'il y aura bien toujours quelques miettes à valoriser, en récompense des services rendus...

Une troisième position a vu le jour, celle de participer à cette mascarade tout en appelant les syndicats de base à manifester pour l'abrogation de la réforme, dans des journées d'actions mortifères qui usent les militants et dont l'inefficacité n'est plus à démontrer. En résumé ce serait y être, sans y être, tout en y étant... mais un peu pas beaucoup, tout un programme.

En sortant très rapidement de ce **conclave** et en réaffirmant sa revendication d'abrogation de la réforme des retraites de 2023, la **Confédération Force ouvrière** a dénoncé une mascarade et refusé le carcan imposé par le gouvernement. *Nous ne participerons ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans un processus gouvernemental. Dont acte !*

La guerre en Ukraine et la position Américaine vis à vis de l'OTAN incarnée par Trump, certes brutale mais absolument pas nouvelle, se sont invitées dans les discussions. La machine de propagande guerrière s'est mise rapidement en place. La présidente de la Commission européenne annonce un plan de 800 milliards d'euros pour réarmer l'Europe et financer la guerre en Ukraine. Dans la foulée, le **Président de la République** envisage de faire passer les dépenses militaires de 2,1 % à 5 % du PIB. Le journal *Les Échos* donne des chiffres : il faudrait tripler la hausse prévue du budget de la défense, et gonfler chaque année les crédits d'environ 10 milliards d'euros pour atteindre 100 milliards de crédits en 2029.

Une intense campagne politico-médiatique pour l'*effort de guerre* bat son plein pour réarmer l'Europe. À ce titre, il faut bien entendu liquider les régimes de retraites, mais aussi la Sécurité Sociale, les services publics... bref, toutes ces conquêtes sociales qui coûtent soit-disant trop chers d'après nos gouvernants et autres experts. Eux qui nous disent à longueur de journée être en capacité de trouver des dizaines de milliards pour la guerre sans augmenter les impôts, mais qui sont incapables de trouver 7 milliards pour combler le déficit actuel des caisses de retraites ?

Soyons un peu sérieux, le problème est résolvable, ce n'est qu'une question de choix politiques. Il y a des pistes plus que sérieuses pour trouver de l'argent, qui en fait est détourné. Quelques exemples : le montant des évasions fiscales en France est estimé entre 80 et 100 milliards d'euros par an ; malgré les discours pompeux les inégalités de salaires entre hommes et femmes continuent de plomber les comptes des caisses et les dividendes et autres superprofits indécents échappent toujours à toute fiscalité.

Ne serait-il pas intéressant de s'atteler à travailler sur ces sujets ? Visiblement non, le gouvernement a sa feuille de route et il ne diverge pas : défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance, ce que D. Kessler, ex vice-président du MEDEF, avait verbalisé publiquement en 2007.

Dans ce cadre précis, les très réactionnaires Macron et Bayrou annoncent désormais que des choix budgétaires sont indispensables pour passer à une véritable économie de guerre. Dans ces périodes d'armement intensif, la première victime est toujours la vérité, et les premières conséquences ne se sont pas fait attendre. Bayrou annonce qu'il ne sera pas possible dans le cadre de la discussion sur la réforme des retraites de revenir à un départ à 62 ans. Quelle surprise !



Le Président du Conseil d'orientation des retraites, **Gilbert Cette**, enfonce le clou en déclarant que *la nécessité d'augmenter considérablement nos dépenses militaires dans les prochaines années sinon les prochains trimestres, devient de plus en plus claire et pressante. À tel point que la question deviendra plutôt, en ce domaine et parmi d'autres décisions à prendre, comment augmenter rapidement cet âge de départ au-delà des 64 ans décidés dans la loi de 2023... C.Q.F.D.*

Suite à ces déclarations, la **CGT** rejoignant la **CGT-FO**, a claqué la porte du **conclave**. Pour les organisations qui restent autour de la table, certaines estiment que le « *contexte économique et géopolitique qui se complique (...) va forcément complexifier l'équation qui n'était déjà pas simple* ». C'est peu dire, car c'est sur le dos des travailleurs, des retraités et de la population en général que seront pris les milliards de cette économie de guerre. Au passage, ils essaieront de dresser les citoyens les uns contre les autres, les actifs contre les retraités, les fonctionnaires contre les salariés du secteur privé etc. Toujours les mêmes vieilles lunes réactionnaires, mais qui soyons lucides, arrivent encore à fonctionner.

Comment objectivement, pourrait-on qualifier la posture des organisations syndicales qui se retrouvent encore, après la remise des documents d'orientation du **conclave**, à participer tous les jeudis pendant des semaines avec ceux-là mêmes qui s'expriment tous les jours pour mettre fin à notre système de retraite ?

Les réseaux sociaux sont devenus des espaces où sous une forme bien différente, une lutte insidieuse se déroule. Le dénigrement permanent de tous ceux qui d'une manière ou d'une autre, portent des voix discordantes à la doxa gouvernementale sont systématiquement voués à la vindicte du *web*. Certains, niant ouvertement la lutte des classes qui se déroule et à la manière des snipers, embusqués derrière leurs smartphones, tirent à boulets rouges et à longueur de journée sur tout ce qui vient contredire ne serait-ce qu'un instant les théories de leurs maîtres à penser. Ils postent des avis péremptoires sur ce que les organisations syndicales font, ne font pas ou devraient faire et sur les déclarations des uns ou des autres parce qu'eux... ils savent !

Savoir, c'est connaître de l'extérieur alors que connaître, c'est savoir de l'intérieur, cela pourrait-être un détail, mais cela ne l'est pas. C'est ce qui fait la différence entre ceux qui s'engagent, se dressent et se battent, avec plus au moins de réussites, certes, mais qui n'abandonnent jamais leur classe ; à l'exact opposé de ceux qui jamais nulle part et de tout temps ne se sont engagés clairement pour ou contre quoi que ce soit, préférant à l'action, les lamentations. Il est toujours tellement plus facile d'être dans les tribunes pour siffler les joueurs que d'être sur le terrain pour en découdre et risquer des coups.

Ces éternels attentistes insatisfaits, pour qui rien ne va assez vite ni assez loin, bien trop *intelligents* pour militer dans les organisations, bien trop *importants* pour s'investir publiquement, restent bien à l'abri de leurs réseaux sociaux. Ce sont en quelque part les **Bernard-Henri Lévy de la lutte des classes** (oxymore), et pour avoir eu la malchance d'en connaître quelques-uns, ce sont souvent des **Résistants** de... début mai 1945.

Jean-Vincent Boudou

Les retraité·es ont tout lieu d'être toujours mobilisé·es !

170 000 manifestant·es, dans 190 villes, toutes générations confondues, et des retraité·es en nombre.

Mobilisé·es, au soleil, sous la pluie, « on craint dégun ! », nous sommes là et nous allons continuer de nous mobiliser.



SOMMAIRE

| | |
|--------------------------------------|------------------------|
| 2 | 6 |
| Actif·ves et retraité·es dans la rue | Démagogie linguistique |
| 4 | 7 |
| La grande oubliée de ce 21 septembre | Les 3 Flamboyantes |
| 5 | |
| Le spectre de la dette publique | |

L'allocution du président **Macron** du 5 mars 2025 est une véritable déclaration de guerre. Les propos tenus sont alarmistes et, à dessein, créent un climat de peur.

L'escalade guerrière allant jusqu'à mettre à disposition de l'Europe l'armement nucléaire français, l'explosion des budgets militaires ne sont pas la solution pour résoudre les conflits armés entre des pays. Au contraire, c'est prendre un risque dangereux et irréversible. Les retraité·es refusent de subir une nouvelle fois l'horreur de la guerre pour eux, pour leurs familles et ami·es.

Le président de la République a affirmé que les dépenses supplémentaires engagées par la France n'engendreront pas une augmentation des impôts et que les financements seront trouvés mais sans préciser où !

Sans être devins, nous pouvons penser que le gouvernement ne touchera pas aux finances des entreprises, aux dividendes des actionnaires, en particulier ceux des entreprises françaises d'armement. En revanche, les dépenses publiques, le financement des services publics, des budgets sociaux risquent de faire les frais de cette économie de guerre.

Nous exigeons que tous les moyens soient mis en œuvre pour gagner une paix juste et durable dans le respect des peuples ukrainiens et russes et des résolutions de l'ONU.

Monsieur le président, l'Union Confédérale des Retraité·es CGT, fidèle à ses valeurs de paix et de justice sociale, refuse que les citoyen·nes de notre pays et de l'Europe subissent les conséquences de votre politique de va-t'en guerre.

Nous exigeons, au contraire, une réorientation des budgets de l'État pour répondre aux besoins de la population en termes de protection sociale financée par la cotisation sociale, de revalorisations des pensions et retraites, de développement des services publics accessibles à toutes et tous sur le territoire français.

La réponse aux besoins sociaux, l'amélioration des droits des populations est aussi un gage de paix.

C'est pourquoi, l'UCR, avec sept autres organisations syndicales et associatives, appelle toutes et tous les retraité·es à agir le 20 mars 2025 sur l'ensemble du territoire pour notre protection sociale, la revalorisation immédiate des pensions et retraites de 10 % et l'augmentation des Minimum Contributif (MICO) et Minimum GARanti (MIGA) de 300 €.

Communiqué de presse UCR-CGT
Montreuil, le 7 mars 2025



Nous n'avons rien à discuter avec eux qui refusent d'abroger la contre-réforme des retraites, qui refusent de revenir sur l'âge de départ à la retraite, qui refusent le retour aux régimes spéciaux...

Chers camarades,

Le 1^{er} ministre Bayrou, après avoir fait planer l'idée d'une suspension de la réforme de 2023, a annoncé un « *conclave* » sur les retraites lors de son discours de politique générale, « *conclave* » où il souhaite enfermer les syndicats avec le patronat et des représentants de son gouvernement.

Mais dans quel but ? Puisque dans ce même discours, il a refusé l'abrogation de la contre-réforme Macron-Borne de 2023.

Vendredi 17 janvier, nous avons pris connaissance de la décision du CCN de la CGT de participer aux concertations « *Bayrou* » sur les retraites.

À la CGT, et particulièrement dans notre fédération qui a été à la pointe de la mobilisation en 2023, la revendication d'abrogation n'est pas négociable.

Sophie Binet déclarait pour la confédération que : « *Cette réforme doit être abrogée, comme toutes les organisations syndicales l'ont encore demandé le 5 décembre dernier. Il faut supprimer les 64 ans, l'accélération de la réforme Touraine, et rétablir les régimes pionniers. Au-delà, la CGT porte la retraite à 60 ans. Il ne s'agit ni d'un totem, ni d'une quelconque revanche. Il s'agit d'une urgence sociale car la réforme fait déjà des ravages que la vague de désindustrialisation en cours aggravera encore.* »

Alors pourquoi participer au conclave ?

La question majeure et donc problématique pour notre syndicat, est qu'en allant discuter dans le cadre proposé par Bayrou, la CGT cautionne la stratégie du gouvernement qui gagne ainsi du temps, et souhaite « *trouver un équilibre* » et espère qu'un nouveau projet de loi serait corédigé entre le patronat, les syndicats et le gouvernement.

Dans les points mis sur la table par Bayrou ou d'autres acteurs politiques, il y a des lignes rouges que la CGT ne peut pas franchir :

- la question du travail des seniors. Pas étonnant que la CFDT réponde immédiatement et favorablement à cette proposition du gouvernement. Discuter sur cette question reviendrait à accepter le report de l'âge, et donc accepter de discuter dans un cadre qui est contraire à celui de nos revendications.
- la question de la retraite par points : là encore la CFDT est pour.

Que peut-on tirer de cette participation puisque le patronat a réaffirmé qu'il refusait toute remise en cause de la limite d'âge, et que la discussion se faisait à part constante du « poids » des retraites dans le PIB ?

Sophie Binet a également expliqué ce matin :
« nous ne laisserons pas dire que nos retraites seraient responsables de la moitié du déficit du pays. Il n'y a pas de "déficit caché" des régimes de retraites. C'est à l'État employeur de payer les retraites des fonctionnaires, certainement pas aux salariés du privé. Nous avons bloqué la tentative de vos prédécesseurs de faire les poches du régime Agirc Arrco, nous n'accepterons pas de nous engager dans des discussions où la facture à régler serait alourdie de 40 milliards d'euros par un tour de passe-passe comptable. »



Saclay, Chatou, les Renardières, le 20 janvier 2025

Rappelons également que l'ancien président du COR, qui expliquait que la réforme des retraites ne se justifiait pas par le déficit, a été limogé...

À partir de là, qu'y aurait-il dès lors à discuter avec Bayrou ? Rien ! Qu'y a-t-il à négocier ? Rien et encore moins !

La CGT ne peut pas cautionner cette mascarade qui se situe également dans le cadrage budgétaire de Bayrou, plus dramatique encore pour les salariés que celui de son prédécesseur.

Nous ne craignons pas la crise politique et de régime actuelle : elle est la conséquence des politiques que nous combattons car contraires aux intérêts des salariés.

La CGT ne doit rien lâcher sur nos revendications : abrogation, un point c'est tout, car la CGT doit rester dans son rôle de défense des intérêts matériels et moraux des salariés.

La CGT n'a donc aucun intérêt à participer à cette mascarade, et notre responsabilité est énorme vis à vis des salariés que nous défendons. Nous devons préparer une mobilisation sur cette question des retraites, seule à même d'aboutir à l'abrogation de la réforme illégitime de 2023.

Plus que jamais, nous devons donner un message clair et net, de fermeté et de résistance contre les plans de ce gouvernement.

C'est ce message qu'attendent les agents des IEG et les salariés, dont une immense majorité s'est mobilisée en 2023, et s'exprime aujourd'hui dans le rejet de la politique de Macron et des gouvernements qu'ils imposent déniaient le vote et la démocratie comme la CGT l'expliquait en juillet dernier.

La CGT n'a rien à faire dans ce piège tendu par Bayrou, piège dont nous savons à l'avance qu'il ne débouchera pas sur l'abrogation de la réforme des retraites.

Le syndicat CGT de la R&D d'EDF

Le 20 janvier 2025



Non à l'économie de guerre et ses conséquences !

Nous dénonçons les propos du Président Macron du 5 mars et toutes les annonces bellicistes qui sont de véritables appels à la guerre.

L'escalade guerrière, allant jusqu'à mettre à disposition de l'Europe l'armement nucléaire français et l'explosion des budgets militaires, n'est pas la solution pour résoudre les conflits armés entre les pays. Au contraire, c'est prendre un risque dangereux et irréversible d'escalade alors que les populations en pâtissent d'ores et déjà.

La guerre est synonyme de restrictions des libertés dont les libertés syndicales, et est systématiquement synonyme de régressions sociales. C'est dans la précarité que les idées d'extrême droite puisent leur fonds de commerce politique. De plus, des puissances impérialistes par leurs discours populistes et nationalistes amplifient le recours aux guerres qui vise la prédation de richesses dans le monde.

Nous refusons la marche à la guerre et les conséquences pour les salariés, les retraités, nos familles et les peuples ! Nous refusons le sacrifice de nos besoins sociaux et environnementaux.

Nous refusons toutes les augmentations de dépenses d'armement, et toute prolifération nucléaire.

La Présidente de la Commission européenne, von der LEYEN, impose 800 milliards de dépenses militaires. En France, cela pourrait conduire à entre 30 et 50 milliards supplémentaires chaque année pour l'armement.

Nous savons que le Président MACRON et son Gouvernement ne toucheront pas aux finances des entreprises, aux dividendes des actionnaires, comme BOLLORÉ ou d'autres.

C'est donc bien sur le dos des travailleurs, des retraités, et de la population que seront pris ces milliards. Les conséquences de cette « *économie de guerre* » seront :

- Plus d'austérité ;
- L'abandon de la transition énergétique durable ;
- Plus de recul des Services Publics ;
- L'aggravation de la réforme des retraites, etc.

L'économie de guerre est toujours organisée par le capital pour le capital ! Non à l'OTAN ! Nous, délégués de la FNME-CGT réunis en congrès à Bordeaux, fidèles à nos valeurs de paix et de justice sociale, exigeons de tous les va-t-en-guerre de stopper cette spirale mortifère.

Nous nous engageons dans la préparation de la journée internationale contre la guerre. La FNME-CGT soutient les différents peuples qui payent et en paieront les conséquences.

**NON à la guerre ! OUI à la Paix !
OUI à la coopération entre les peuples !**



Face à l'actualité internationale, il nous paraît utile de faire connaître ces trois textes de syndicats palestinien, ukrainien et soudanais. Des travailleurs et travailleuses s'adressent aux travailleurs et travailleuses, quoi de plus simple, utile, efficace et juste politiquement ?

Christian Mahieux

Appel du Syndicat palestinien des travailleurs des services postaux (PPSWU) aux syndicats des États-Unis à la veille de la Journée internationale des travailleurs

Aux syndicats des États-Unis d'Amérique et à tous les travailleurs et syndicalistes libres qui luttent pour la justice, la liberté et la dignité humaine :

Nous vous saluons à la veille de la Journée internationale des travailleurs, journée qui incarne l'unité et la solidarité des travailleurs face à l'oppression et à l'exploitation. Nous portons à votre attention la voix des postiers palestiniens, qui sont aujourd'hui en première ligne face aux formes les plus odieuses de génocide, de siège et de famine, imposées à notre peuple depuis des décennies et qui perdurent encore aujourd'hui avec le soutien direct de l'administration américaine de Donald Trump et des administrations précédentes, en violation flagrante de toutes les lois humanitaires et internationales.

Depuis plus de 18 mois, Gaza est soumise à une attaque brutale qui a causé le martyre de dizaines de milliers de civils innocents, dont des milliers de travailleurs, ainsi que la destruction systématique d'infrastructures, de maisons, d'hôpitaux, d'écoles, d'usines et de bureaux de poste. L'occupation a privé Gaza de tous les moyens de subsistance, n'épargnant aucun service ni secteur productif d'une dévastation systématique, entraînant l'effondrement des soins de santé, des services publics, de l'éducation et de l'économie. Des millions de Palestiniens se retrouvent désormais déplacés, sans nourriture, sans eau, sans abri, sans électricité ni médicaments.

Le génocide connaît une dangereuse escalade. L'occupation poursuit sa politique de famine collective en fermant les points de passage et en empêchant l'entrée de l'aide humanitaire, exposant notre peuple au risque d'une famine massive, tandis que la communauté internationale demeure impuissante, silencieuse, voire complice de ce crime contre l'humanité. Ces politiques ne visent pas seulement à asservir notre peuple, mais s'inscrivent dans le cadre d'un régime colonial de peuplement visant à anéantir complètement l'existence palestinienne.

Les postiers de Gaza et de toute la Palestine sont parmi les plus touchés par cette catastrophe. La vie économique est complètement paralysée, les lieux de travail ont été détruits et des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées contraintes au chômage, sans protection sociale. Aujourd'hui, les travailleurs et leurs familles vivent dans des conditions inhumaines, privés de leurs droits les plus fondamentaux, luttant pour survivre, que ce soit à cause de la faim ou des bombardements.

Chers camarades,

Cette guerre n'aurait pas été possible sans le soutien sans faille des États-Unis à l'occupation, que ce soit par le biais de financements militaires, d'un soutien politique et diplomatique, ou de contrats d'armement qui tuent chaque jour nos enfants, nos femmes et nos personnes âgées. L'administration américaine de Donald Trump a poursuivi ce que les administrations précédentes avaient commencé, se rendant complice directe d'un génocide, ignorant les voix de millions de personnes, à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis, et d'une écrasante majorité de la nation, qui rejettent cette agression brutale. C'est pourquoi nous appelons les syndicats américains à traduire leur solidarité en actions concrètes qui vont au-delà des déclarations et des discours et créent une réelle pression pour mettre fin à cette sale guerre.

Ce que nous vous demandons aujourd'hui :

1. Accroître la pression sur les lieux de travail et dans les institutions décisionnelles américaines pour mettre fin au soutien militaire, financier, diplomatique et culturel fourni par l'administration américaine à l'occupation, et demander des comptes aux entreprises et institutions impliquées dans le financement et le soutien de la machine de guerre et du génocide d'Israël.
2. Rejoignez et développez les campagnes de boycott actuelles ciblant les entreprises israéliennes et leurs soutiens, notamment dans les secteurs du transport maritime et de la logistique. Cela inclut le boycott des navires israéliens comme « *ZIM* » et l'arrêt des relations commerciales avec les entreprises qui transportent des armes et du matériel militaire vers l'occupation, comme « *Maersk* » et d'autres.
3. Appliquer des sanctions sur le travail dans les ports et aéroports américains pour bloquer les livraisons d'armes à Israël, en suivant l'exemple des mouvements ouvriers passés qui ont boycotté l'Afrique du Sud de l'apartheid et d'autres gouvernements injustes à travers le monde.
4. Soutenir et coordonner les efforts avec le mouvement étudiant aux États-Unis, qui subit une répression sévère en raison de sa position de principe en faveur de la cause palestinienne. La solidarité entre les mouvements syndicaux et étudiants peut créer une pression considérable contre les politiques injustes de l'administration américaine et répondre efficacement à l'offensive généralisée de l'administration Trump contre les libertés civiles et la liberté d'expression.

5. Appelons à des grèves générales et à une désobéissance civile généralisée pour dénoncer la complicité du gouvernement américain dans la guerre et le tenir responsable des crimes de l'occupation, tout comme les mouvements ouvriers l'ont fait dans les luttes passées contre les guerres impérialistes.
6. Faites pression sur le Congrès et l'administration américaine pour qu'ils arrêtent les livraisons d'armes et l'aide militaire à Israël et annulent tout accord qui renforce le colonialisme et l'oppression aux dépens des peuples opprimés.

Aux membres du mouvement ouvrier en Amérique,

Nous apprécions sincèrement tous les efforts déployés par les syndicats américains et les voix qui se sont exprimées en solidarité avec la cause palestinienne. De plus, nous soulignons que la situation actuelle exige que ces efforts soient déployés de manière cumulative, transformant la solidarité en actions concrètes et durables contribuant à mettre fin au bain de sang palestinien, à mettre fin à l'occupation et au siège, et à obtenir justice pour notre peuple.

Nous, du **Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens - PPSWU**, vous adressons cet appel à la veille de la Journée internationale des travailleurs, affirmant que votre lutte pour les droits des travailleurs aux États-Unis est indissociable de notre lutte contre l'occupation et le colonialisme. La véritable solidarité ouvrière se manifeste par des actes, et non par des paroles, et nous comptons sur votre conscience et votre détermination pour prendre des mesures concrètes afin de mettre fin à cette tragédie. Il est de notre responsabilité collective, en tant que syndicats et mouvements ouvriers du monde entier, de lutter contre l'injustice et d'utiliser notre pouvoir collectif pour susciter le changement. Ensemble, nous pouvons briser les chaînes de l'occupation, mettre fin à l'oppression et construire un monde plus juste et plus humain.

Vive l'unité et la solidarité des travailleurs... Vive la lutte des peuples pour la liberté, la dignité et la justice !

Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens - PPSWU





Appel de la Confédération syndicale ukrainienne KVPU

Nous sommes contraints de lancer un appel une fois de plus à la communauté syndicale internationale en lien avec les attaques cyniques et brutales de la Russie contre les infrastructures civiles et énergétiques de l'Ukraine, y compris les centrales nucléaires, dans le but de créer un génocide énergétique contre la population civile de l'Ukraine pendant l'hiver. En outre, la Russie poursuit son offensive visant à détruire et à occuper les territoires ukrainiens, y compris les zones industrielles...

Les Ukrainiens et Ukrainiennes défendent leur pays, nous nous battons pour avoir la possibilité de vivre et de travailler sur le sol ukrainien. Nous n'avons menacé personne ni attaqué personne. Et nous tenons à vous rappeler que le 16 novembre 1994, l'Ukraine a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qu'il y a 30 ans, elle s'est complètement débarrassée de ces armes sous les garanties de sécurité des pays occidentaux. Nous rappelons au monde l'engagement de l'Ukraine en faveur des objectifs de paix et d'un avenir meilleur pour le monde...

Nous soulignons : chaque jour, les villes ukrainiennes sont protégées par nos militaires, notamment par des mineurs, des sauveteurs, des cheminots, des médecins, des enseignants et des représentants d'autres professions. Nous payons un prix très élevé pour notre liberté et notre paix : la vie de notre peuple. La victoire de l'Ukraine est le fruit d'une lutte acharnée, qui a nécessité la sueur et le sang des travailleurs et des syndicalistes.

Les Ukrainiens et Ukrainiennes vivent et travaillent dans des conditions extrêmement difficiles : danger constant pour la vie, coupures de courant, manque d'accès aux services de base. Mais ils n'abandonnent pas. Par leur travail, leur volontariat, leur résilience et surtout par leur courageux combat au front, ils soutiennent l'Ukraine...

Aujourd'hui, nous nous adressons à la communauté démocratique internationale avec un appel indéfectible :

- continuer à fournir une assistance économique, humanitaire et militaire à l'Ukraine ;
- soutenir la fourniture d'une assistance militaire à l'Ukraine pour protéger la population,

les infrastructures énergétiques, les emplois et le pays ;

- renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe et ceux qui le soutiennent et le financent, car cela pourrait limiter considérablement les ressources financières et l'exportation des technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ;
- garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés pour aider l'Ukraine ;
- isoler et exclure les personnalités politiques, publiques et syndicales russes des organisations internationales, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens, et également - tente de saper l'unité du mouvement syndical démocratique international.

Confédération syndicale ukrainienne KVPU

le 19 novembre 2024

Les illusions d'un choix : pourquoi le peuple doit rejeter les forces armées en guerre

Le peuple soudanais et les forces révolutionnaires se trouvent à un moment critique, pris dans les griffes meurtrières d'une guerre qui a débuté le 15 avril 2023. Ce conflit impitoyable oppose deux factions de la classe dominante : les Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par le général autoproclamé Abdel Fattah al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (FSR), commandées par le général Mohamed Hamdan Daglo, plus connu sous le nom de Hemetti.

À première vue, cette guerre peut ressembler à une bataille entre deux factions militaires rivales, mais elle est bien plus profonde : c'est une guerre entre deux ensembles d'opresseurs contre les opprimé·es, un affrontement entre deux forces contre-



révolutionnaires et les aspirations révolutionnaires du peuple soudanais. Les racines de cette guerre ne se trouvent pas dans des rivalités personnelles, mais dans la contradiction croissante entre la révolution de 2018, qui visait à renverser des décennies de dictature [d'Omar el-Bechir], et les forces contre-révolutionnaires qui ont détourné l'appareil d'État, soutenues par des puissances extérieures pour écraser cette même révolution.

Pour les généraux, la guerre était un choix, mais pour le peuple soudanais, elle a été un désastre et une souffrance permanents. La guerre a déplacé plus de 11 millions de personnes et, en mai 2024, l'envoyé spécial des États-Unis pour le Soudan, Tom Perriello, a fait état d'estimations suggérant que jusqu'à 150 000 personnes avaient été tuées. La guerre a également dévasté les infrastructures déjà fragiles du pays et paralysé ses moyens de production. La famine menace désormais l'ensemble du Soudan, et de nombreux rapports font état de personnes mourant de faim. Le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré : « *La famine évitable n'est plus une menace, c'est une réalité.* »

L'Union des médecins soudanais - branche britannique (SDU-UK) - a déclaré : « *15 millions de Soudanais n'ont pas accès aux soins de santé, 80 % des établissements de santé ne fonctionnent pas en raison des destructions et de l'occupation militaire. Plus de 11 millions d'entre eux rencontrent des difficultés à accéder à des soins vitaux et plus de 70 agents de santé ont été tués. Plus de 60 centres de santé ont été attaqués et 730 000 enfants souffrent de malnutrition sévère. Un enfant meurt toutes les deux heures dans les camps de déplacés, et un adulte meurt chaque jour pour 10 000 citoyens.* »

De même, le syndicat des enseignants soudanais a informé que : « *La guerre au Soudan a eu un impact dévastateur sur le système éducatif du pays. Plus de 6 000 écoles ont été transformées en abris pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, des écoles ont été utilisées comme bases militaires, ont été la cible d'attaques et ont même servi de lieux de sépulture improvisés lors de combats intenses, en particulier à Khartoum. Plus de 350 000 enseignants n'ont pas été payés depuis 16 mois et les fournitures scolaires ont été détruites ou pillées.* »

Malgré ces souffrances inimaginables, les seigneurs de la guerre des deux camps persistent dans leurs illusions de « *victoire décisive* ». Ils gagnent des batailles mais perdent des guerres. Lorsqu'ils perçoivent un avantage, ils poursuivent leur action ; lorsqu'ils subissent un revers, ils redoublent d'efforts pour se venger. Aucune des deux factions ne reconnaît de limites parce qu'elles s'investissent non pas dans l'intérêt du peuple, mais dans la consolidation de leur propre pouvoir et de leur propre richesse.

Il n'y a pas si longtemps, et précisément avant que les premiers coups de feu ne soient tirés en avril 2023, les deux parties étaient partenaires et alliées dans l'assassinat de

révolutionnaires et de citoyens et citoyennes ordinaires qui exigeaient, et continuent d'exiger, la dissolution de la milice du FSR. Mais comment l'armée peut-elle dissoudre une milice qu'elle a créée et qui fait partie d'elle en vertu de la constitution soudanaise ?

Les Forces de soutien rapide

Ce que l'on appelle aujourd'hui les Forces de soutien rapide (FSR) est issu des milices Janjawids, tristement créées au début des années 2000 par le dictateur déchu du Soudan, Omar el-Bechir, et soutenues par Abdel Fattah al-Burhan (membre du Comité de sécurité d'al-Bechir). Cette force paramilitaire brutale a été déclenchée pour écraser les insurrections armées au Darfour, commettant des atrocités contre la population de la région, notamment des viols, des massacres et d'autres crimes de guerre. Le rôle des Janjawids dans la terreur au Darfour a ouvert la voie à Hemetti, qui a gravi les échelons du pouvoir soudanais en devenant l'un des principaux responsables de la violence et de la répression au sein du régime d'Al-Bechir et des Frères musulmans.



Sa milice a été utilisée pour réprimer les manifestations et la dissidence à Khartoum, ainsi que les mercenaires qui ont combattu pour des régimes étrangers au Yémen. En échange, les FSR ont profité de la guerre, gagnant des devises fortes en participant au conflit au Yémen, tout en servant d'outil à l'État soudanais pour obtenir un soutien financier international. Sous couvert d'être des « *gardes-frontières* », les FSR sont devenues un élément essentiel de la stratégie soudanaise de « *gestion des migrations* », obtenant des millions de livres sterling des États de l'Union européenne et de la Grande-Bretagne dans le cadre du « *processus de Khartoum* » officiellement consacré à « *la prévention du trafic de migrant·es* ».

En 2017, alors que le rôle des FSR dans l'État s'enracinait de plus en plus, El-Bechir a publié un décret donnant une nouvelle image à la milice, lui conférant officiellement le statut de force légitime de l'État. Mais cette « *légitimité* » n'était qu'un écran de fumée pour protéger un gang criminel de toute enquête, lui permettant d'opérer en toute impunité et de poursuivre ses activités criminelles sans contrôle.

La richesse accumulée par Hemetti grâce à son passé criminel et dans les FSR est stupéfiante. S'appuyant sur les crimes de guerre et l'exploitation, Hemetti a diversifié sa fortune dans l'extraction de l'or, les chaînes hôtelières, la banque (y compris la propriété de l'Al Khaleej Bank (banque privée ayant sa base au Bahreïn) et les entreprises technologiques. Il a également profité de la location de mercenaires aux États du Golfe

pour mener leurs guerres au Yémen et en Libye, transformant les vies soudanaises en marchandises pour les conflits impérialistes. Sa richesse est telle qu'en 2019 Hemetti a renfloué la Banque centrale du Soudan lorsque l'État était menacé d'effondrement financier - une illustration frappante de la façon dont les ressources du Soudan ont été concentrées dans les mains de quelques-uns, tandis que les masses populaires endurent la pauvreté et la répression.

Les FSR ne sont pas simplement une milice rebelle, c'est un produit de l'État contre-révolutionnaire soudanais, profondément lié aux intérêts des puissances impérialistes et des élites régionales, qui réprime violemment toute tentative de changement révolutionnaire tout en profitant de la souffrance et de l'exploitation des masses.

Les Forces armées soudanaises (FAS)

Les Forces armées soudanaises (FAS) sont la mère de toutes les milices au Soudan, profondément enracinées dans des décennies d'exploitation, de crimes de guerre et de violence contre-révolutionnaire. Depuis plus de 30 ans, les Forces armées soudanaises constituent un pilier central de l'appareil d'État oppressif, au service non pas du peuple soudanais mais des intérêts de l'élite dirigeante. Dominées par des généraux fidèles ou membres du régime des Frères musulmans, les FAS ont travaillé main dans la main avec d'autres milices, telles que Al-Baraa Ibn Malik et Al-Zubair Ibn Al-Awam, pour protéger la mainmise de la confrérie sur le pouvoir et faire avancer son programme réactionnaire.



Les crimes des Forces armées soudanaises sont d'une ampleur considérable et couvrent plusieurs régions et durant des décennies. Des atrocités commises au Sud-Soudan, dans les monts Nouba, dans les États du Nil Bleu et du Kordofan méridional, aux génocides perpétrés au Darfour, les Forces armées soudanaises ont laissé une traînée de sang et de destruction à travers le Soudan. Ces crimes ne sont pas fortuits : ils sont le résultat d'une institution militaire construite pour supprimer toute remise en cause du statu quo, en donnant la priorité à la survie de l'élite dirigeante plutôt qu'au bien-être du peuple soudanais.

Sur le plan économique, les Forces armées soudanaises fonctionnent comme un État fantôme, monopolisant les ressources et les richesses tout en maintenant les masses dans la pauvreté. Selon l'ancien Premier ministre soudanais, dans une interview télévisée en 2020, les Forces armées soudanaises contrôlent 82 % des ressources budgétaires du pays, et ce, en dehors du système financier officiel. Son empire financier tentaculaire comprend le contrôle de la plus grande banque du Soudan, la Banque nationale d'Omdurman (86 % des capitaux), ainsi que des monopoles dans l'agriculture, l'exploitation minière, la

construction, l'industrie manufacturière et l'industrie militaire. Cette mainmise économique permet aux Forces armées soudanaises non seulement de maintenir leur puissance militaire, mais aussi de consolider leur position en tant que force dominante dans le paysage politique et social du Soudan.

Les monopoles économiques des FAS et des FSR sont des obstacles directs et délibérés à toute possibilité de gouvernance démocratique. Ces institutions ne sont pas seulement des outils de répression, mais des instruments de pillage systémique, renforçant un cycle de violence et d'exploitation qui écrase les aspirations révolutionnaires. Depuis l'éclatement de la révolution en 2018, les Forces armées soudanaises et les FSR ont servi d'exécutants brutaux de la contre-révolution, commettant des meurtres de masse, des tortures et des viols dans le but d'écraser les aspirations du peuple soudanais.

L'un des chapitres les plus sombres de l'histoire moderne du Soudan s'est déroulé le 3 juin 2019, lorsque les deux milices - FAS et FSR - ont orchestré des massacres lors de 14 sit-in pacifiques à travers le Soudan. Des centaines de révolutionnaires ont été tués, violés et brûlés vifs dans le but d'écraser la révolution et de terroriser les masses pour qu'elles se soumettent. Même après le renversement du gouvernement civil en octobre 2021, leurs crimes se sont poursuivis, démontrant que leur allégeance se limite à leur programme contre-révolutionnaire commun. Aujourd'hui encore, les FAS et les FSR poursuivent leurs campagnes de répression brutales et 14 des 18 États du Soudan sont plongés dans des zones de guerre active. Le nombre de morts et l'ampleur des destructions, en particulier à Khartoum, au Darfour et dans le Nil Bleu, sont incalculables.

Les besoins des seigneurs de la guerre de grossir leurs rangs ont conduit à la libération massive de plus de 100 000 prisonniers, y compris des personnalités notoires recherchées par les Nations unies telles qu'Omar el-Bechir. Ces libérations ont déstabilisé davantage le Soudan, en intensifiant la violence et en créant un chaos que les FAS et les FSR exploitent pour asseoir leur pouvoir.

La guerre a introduit de nouvelles formes d'oppression, car la nourriture, les médicaments, les communications et même le corps des femmes sont utilisés comme des armes contre le peuple soudanais. Priver les travailleurs, les retraités et les citoyens ordinaires des produits de première nécessité est devenu une stratégie calculée pour écraser la résistance. Les enlèvements, les viols et les meurtres sont des outils de terreur quotidiens utilisés contre ceux qui osent s'opposer à la guerre. Même les citoyens ordinaires qui fournissent de la nourriture ou de l'aide médicale à d'autres sont pris pour cible, ce qui démontre le mépris absolu pour la vie humaine des FAS et des FSR. Ce ciblage systématique des civils ne représente pas seulement une stratégie militaire, mais une guerre délibérée contre le tissu même de la société.

Alors que la guerre s'éternise, les deux milices continuent de créer et d'armer de nouvelles milices, fracturant davantage la cohésion sociale du Soudan et transformant le conflit en une guerre civile plus large, menaçant ainsi la paix régionale et internationale. Rien que dans les États de l'Est, il existe aujourd'hui au moins 22 milices, en plus des milices des FAS et des FSR. Cependant, une milice ne peut qu'engendrer d'autres milices, perpétuant ainsi la violence et la division au lieu de répondre aux demandes de liberté, de paix et de justice de la population.

Khalid M. Taha, journaliste spécialisé dans les affaires de la Corne de l'Afrique et porte-parole de l'Alliance for Demand-Based Campaigns (TAM), a rendu compte de la situation alarmante au Soudan oriental, mettant en garde contre une explosion de violence imminente qui pourrait fragmenter davantage le pays. Ces divisions ne sont pas des accidents, mais des stratégies délibérées des élites dirigeantes pour maintenir leur emprise sur le pouvoir, en utilisant le sang des Soudanais ordinaires comme pouvoir collatéral.

Le rôle des puissances étrangères dans la guerre du Soudan

Les puissances impérialistes et régionales - notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, Israël, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Égypte et l'Union africaine - ont joué un rôle décisif dans l'élaboration de la tragédie qui se déroule au Soudan. Ces puissances ont fait pression sur les Forces civiles pour la liberté et le changement (FFC) - une coalition de partis politiques et de groupes armés - pour qu'elles signent la Déclaration constitutionnelle de 2019, c'est-à-dire un accord de partage du pouvoir avec l'armée, malgré l'opposition généralisée des forces révolutionnaires. Cet accord a conduit à la formation du Conseil transitoire de souveraineté, avec Al-Burhan à sa tête. Peu après, Al-Burhan a nommé son associé dans le crime, Hemetti, comme son adjoint, en violation flagrante de la Déclaration constitutionnelle.

Le gouvernement de transition créé en vertu de cet accord était un piège - une trêve avec les restes du régime des Frères musulmans intégrés dans l'armée. Il a été conçu pour donner aux Frères musulmans le temps de se regrouper et de se réorganiser tout en réhabilitant et en légitimant les mêmes institutions militaires que le peuple soudanais a cherché à démanteler lors de la révolution de 2018.

En octobre 2021, ces mêmes militaires ont renversé les forces civiles, emprisonnant leurs ministres ainsi que des dirigeants et des activistes révolutionnaires. Sans se laisser impressionner, ces puissances étrangères ont renforcé leur stratégie, poussant le FFC à un nouveau compromis avec les putschistes. En insistant sur d'autres « *règlements négociés* » qui préservent les structures d'oppression, ces acteurs extérieurs ont sapé la révolution et enhardi la contre-révolution.

Le gouvernement britannique, par exemple, a fourni une couverture diplomatique au régime du coup d'État en accueillant le général Al-Burhan aux funérailles de la reine, ce qui a suscité des protestations de la part des communautés soudanaises du Royaume-Uni. Pendant ce temps, Hemetti, le chef des FSR, s'est vu offrir une tribune lors de la COP 27 en Égypte, légitimant ainsi son rôle malgré ses crimes bien documentés. En juin 2024, le *Guardian* a rapporté que « *des fonctionnaires du gouvernement britannique ont tenté d'étouffer les critiques contre les Émirats arabes unis et leur rôle présumé dans la fourniture d'armes à une milice notoire menant une campagne de nettoyage ethnique au Soudan, ont déclaré des sources au Guardian* ».

L'implication d'Israël a également été profondément empreinte de complicité. Quelques semaines avant le coup d'État d'octobre 2021, des responsables israéliens de la sécurité se sont rendus au Soudan et ont rencontré les dirigeants du coup d'État, marquant ainsi leur approbation tacite. En février 2023, deux mois seulement avant le déclenchement de la guerre, le ministre israélien des Affaires étrangères Eli Cohen et Al-Burhan ont conclu un « *traité de paix* » qui prévoyait une coopération sur les questions militaires et de sécurité. Cet accord a non seulement renforcé la junte militaire, mais a également donné la priorité aux intérêts régionaux d'Israël sur la vie et les aspirations du peuple soudanais. Il souligne également la manière dont la « *paix* » est cyniquement utilisée pour masquer les ambitions impérialistes et consolider les alliances avec les dirigeants militaires soudanais.

La Turquie, sous son régime aligné sur les Frères musulmans, continue d'abriter des personnalités soudanaises des Frères musulmans, leur permettant de canaliser des milliards de dollars volés au peuple soudanais vers des investissements turcs. Pendant ce temps, l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Russie et les Émirats arabes unis arment et financent directement les FAS ou les FSR, selon leurs intérêts géopolitiques, perpétuant ainsi le cycle de la violence.

Les deux milices, les FAS et la FSR, servent de mandataires dans une lutte de pouvoir régionale plus large, les acteurs étrangers exploitant la position stratégique du Soudan, son potentiel agricole, ses richesses minérales (notamment l'or et le pétrole) et son contrôle sur des routes maritimes essentielles. Pour les puissances mondiales, les souffrances du Soudan sont l'occasion d'étendre leur influence et d'extraire des ressources, sans s'encombrer d'un contrôle démocratique ou d'une obligation de rendre des comptes.

Les puissances internationales et régionales partagent un objectif commun: empêcher le succès de la révolution soudanaise. Une révolution victorieuse remettrait en question l'ordre néolibéral et impérialiste qui prospère sur l'exploitation et la soumission. Elle inspirerait les masses laborieuses et les peuples opprimés du monde entier et constituerait

une menace sérieuse pour les intérêts des Etats impérialistes et des entreprises qui les soutiennent. Ces puissances ne se soucient pas de savoir s'il s'agit d'une dictature ou d'un gouvernement fantoche, l'objectif est le même: garder le contrôle des richesses et des atouts stratégiques du Soudan sans interférence des masses soudanaises et sans responsabilité démocratique, et supprimer toute contestation révolutionnaire de l'impérialisme et du capitalisme dans la région.

Human Rights Watch a publié un rapport le 9 septembre 2024, analysant l'origine et la distribution certaines armes, équipements et acquisitions récentes des deux milices. La Secrétaire générale adjointe Rosemary A. Di Carlo a confirmé le flux d'armes vers le Soudan lors de son exposé au Conseil de sécurité sur le Soudan et le Sud-Soudan le



12 novembre 2024 : *« Alors que la fin de la saison des pluies approche, les parties continuent d'intensifier leurs opérations militaires, de recruter de nouveaux combattants et d'intensifier leurs attaques. Cela est possible grâce à un soutien extérieur considérable, y compris un flux régulier d'armes dans le pays. En d'autres termes, certains prétendus alliés des parties permettent le massacre au Soudan. C'est inadmissible, c'est illégal et cela doit cesser. »*

La question doit être posée : les factions belligérantes se battraient-elles encore aujourd'hui si elles ne comptaient que sur les armes dont elles disposaient au début de la guerre, en avril 2023 ? Des millions de personnes auraient-elles été déplacées ou des dizaines de milliers tuées ? La réponse est **NON**. La destruction en cours est soutenue par un approvisionnement sans fin en armes de la part des puissances régionales et internationales, qui profitent de l'effusion de sang tandis que les civils soudanais en paient le prix.

La mort et le déplacement des « *simples Soudanais* » génèrent des richesses pour les marchands d'armes impérialistes, les sociétés multinationales et les gouvernements complices. Les richesses naturelles du Soudan - son or, son pétrole et ses terres fertiles - sont devenues une malédiction, exploitée par les puissances étrangères pour s'enrichir aux dépens de la population.

Faut-il soutenir les FAS ou les FSR ?

La guerre entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) a non seulement aggravé les divisions au sein de la société soudanaise, mais a également fragmenté les forces révolutionnaires, laissant beaucoup de gens perplexes quant au camp à soutenir. Les FAS, qui utilisent l'appareil de propagande des Frères musulmans, ont réussi

à se positionner comme la « *seule option* » ou le « *moindre mal* » aux yeux de beaucoup. Elle a ainsi réussi à s'assurer un soutien important, notamment de la part de divers Soudanais et non-Soudanais à l'étranger et d'activistes dans le monde entier. Les partisans des FAS soutiennent souvent que sa victoire est nécessaire pour préserver l'unité du Soudan et empêcher les FSR de déchirer le pays. D'autres soutiennent que, malgré sa corruption, les FAS restent une « *institution nationale* » capable de se réformer une fois les FSR vaincues. Ces arguments sont cependant profondément erronés d'un point de vue révolutionnaire.

Il est essentiel de répondre à ces arguments d'un point de vue révolutionnaire se situant dans le mouvement de 2018, ancré dans le contexte historique et analytique décrit ci-dessus. La réalité est que les armées - qu'il s'agisse des FAS ou des FSR - ne sont pas, par nature, des institutions neutres ; ce sont des instruments de la classe dirigeante, conçus pour protéger les intérêts des dominants, maintenir l'exploitation et réprimer les mouvements révolutionnaires. Ils défendent le statu quo et veillent à ce que les richesses du pays restent entre les mains de quelques-uns. Dans les situations révolutionnaires, la transformation de l'armée d'un outil d'oppression en une force de libération devient une tâche essentielle. Cette transformation exige le démantèlement des structures militaires actuelles et leur remplacement par de nouvelles organisations centrées sur le peuple et reflétant la volonté démocratique et collective des masses.

Les deux milices sont construites sur les richesses volées au peuple soudanais. Les généraux des deux forces se sont battus bec et ongles pour protéger leurs richesses, refusant les demandes du gouvernement civil de transition (2019-2021) de déclarer leurs biens et de les transférer au ministère des Finances. Ces généraux, qui ont longtemps profité de l'exploitation des ressources du Soudan, sont responsables d'innombrables crimes dans tout le pays, qu'il s'agisse de massacres ou de la création de milices telles que les FSR. Les Forces armées soudanaises, sous la direction des Frères musulmans, se sont rendues complices de ces crimes, appliquant un système d'inégalité et d'oppression qui n'a profité qu'aux élites.

Les partisans des FAS ne reconnaissent pas les immenses richesses contrôlées par l'armée, qui appartiennent légitimement au peuple. Ces généraux, gardiens du monopole économique du Soudan, sont déterminés à protéger leurs richesses à tout prix. Leurs crimes, passés et présents, ne sont pas des incidents isolés ; ils font partie d'un système de répression et d'exploitation systémique. Ils sont les architectes de milices comme les FSR, responsables des mêmes crimes et violences que ceux qui ont frappé le Soudan.

Les deux milices - les FAS et les FSR - se battent depuis avril 2023, mais aucune n'a remporté de victoire. Toutes deux sont soutenues par des puissances étrangères, et

pourtant la guerre fait rage, alimentée par des intérêts extérieurs qui tirent profit de la destruction du Soudan. La vérité est que, tout au long de l'histoire du Soudan, l'armée a toujours été le protecteur de la classe dominante et a agi contre la volonté du peuple qui aspire à un gouvernement démocratique.

Si les Forces armées soudanaises l'emportent, à quoi pouvons-nous nous attendre ? La justice sera-t-elle rendue pour les crimes qu'elles ont commis ? Y aura-t-il une distribution équitable des richesses du Soudan à tous ses habitants ? La réponse est claire : la victoire de l'armée ne ferait qu'aggraver les divisions de classe - sur le plan économique, social et culturel - et le peuple devrait se soulever dans une autre révolution sociale à l'avenir. Dans ce futur, l'armée et ses partisans seraient encore plus forts, ayant appris des révolutions précédentes comme celle de 2018. Ils s'assureraient qu'aucune force révolutionnaire ne puisse se soulever à nouveau, et le Soudan serait gouverné par une dictature comme on n'en a jamais vu auparavant.

Il est également important d'aborder la position de certains groupes en Europe et aux États-Unis, qui se concentrent sur la condamnation des FSR et de ses soutiens, comme les Émirats arabes unis, tout en excusant ou en minimisant les crimes des Forces armées soudanaises. Il s'agit là d'une autre forme de soutien aux Forces armées soudanaises. Oui, il est important de dénoncer les crimes des FSR et des Émirats arabes unis, mais il est tout aussi crucial de dénoncer les crimes des Forces armées soudanaises et de leurs soutiens internationaux. Les deux camps sont soutenus par des puissances impérialistes, et sans cette intervention étrangère, la guerre n'aurait pas continué jusqu'à ce point.

En ne condamnant qu'un seul camp, nous risquons de renforcer l'idée que les Forces armées soudanaises sont la « *seule option* » ou le « *moindre mal* », ce qui est totalement faux. Si les Émirats arabes unis cessaient de soutenir les FSR, les FAS ne feraient que gagner en influence, ce qui va à l'encontre de nos principes révolutionnaires. Notre tâche consiste à dénoncer les crimes des deux factions de manière égale et à reconnaître que FAS et les FSR sont les deux faces d'une même pièce oppressive.

Les FAS et les FSR sont tous deux des ennemis de la révolution populaire. Ce sont des créations de la classe dirigeante, des produits d'un système fondé sur l'exploitation et la répression. Les deux camps sont également responsables des crimes commis contre le peuple soudanais et constituent des obstacles à la révolution. Par conséquent, les deux doivent tomber ensemble. Pourquoi les citoyens ordinaires devraient-ils se ranger du côté d'un oppresseur plutôt que d'un autre ? Pourquoi soutenir un criminel plutôt qu'un autre ? Ni les SAF ni les FSR ne représentent les intérêts, les aspirations ou l'avenir du peuple soudanais. Le choix n'est pas entre une faction militaire ou une autre ; le choix est entre la poursuite du cycle de l'inégalité, de la violence et de l'exploitation ou la lutte pour une

nouvelle société basée sur des principes révolutionnaires. Il ne s'agit pas de soutenir un camp plutôt qu'un autre, mais d'adhérer à des principes révolutionnaires. La question est de savoir si nous laisserons la classe dirigeante et ses forces militaires dicter l'avenir du Soudan ou si nous lutterons pour un avenir fondé sur les intérêts démocratiques et collectifs du peuple. La réponse doit être claire: nous rejetons à la fois les FAS et les FSR et nous luttons pour un Soudan révolutionnaire.

Avons-nous une alternative ?

La révolution est le choix du peuple - c'est l'alternative. Le peuple soudanais doit rejeter l'illusion du choix entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR). Ces deux milices représentent les intérêts de la classe dirigeante et sont des outils d'oppression qui perpétuent la violence, l'inégalité et l'exploitation. L'alternative consiste à reconstruire et à unir le mouvement révolutionnaire qui a émergé en 2018, un mouvement enraciné dans le pouvoir des organisations de base. Cela signifie qu'il faut mobiliser les comités de résistance, appuyer les campagnes répondant aux revendications de base, les syndicats, les groupes d'étudiants, les mouvements de femmes, les structures répondant aux besoins les plus urgents et les communautés organisées, aux côtés de tous ceux qui croient aux principes de la révolution, à l'intérieur du Soudan et dans le monde entier.

La priorité immédiate est claire : mettre fin à la guerre et reprendre la lutte pour une transformation révolutionnaire du Soudan. Mais la question va plus loin que l'arrêt de la guerre: comment saisir ce moment pour créer une alternative révolutionnaire qui répondra enfin aux aspirations du peuple à une véritable libération. C'est le choix que nous devons faire ensemble ; c'est le moment de la révolution.



La révolution qui a commencé en 2018 est loin d'être terminée. Sa victoire ultime dépend de notre refus de faire des compromis avec les généraux, les seigneurs de la guerre et les forces impérialistes qui ne cherchent qu'à remplacer une forme de tyrannie par une autre. S'aligner sur ces criminels ne fera que prolonger les souffrances du peuple soudanais et trahir les idéaux de liberté, de justice et d'égalité qui définissent la cause révolutionnaire. La voie à suivre exige une révolution par le bas, menée par les masses et enracinée dans leur pouvoir collectif. Seule cette approche peut démanteler les structures d'oppression et ouvrir la voie à une société fondée sur la solidarité et la démocratie.

Le rôle des puissances étrangères dans le financement de cette guerre ne peut être ignoré. Les gouvernements impérialistes et leurs alliés régionaux ont armé, financé et continuent de soutenir les forces mêmes qui font la guerre au peuple soudanais. Il est essentiel de dénoncer et d'affronter cette exploitation. Mais cette lutte ne peut rester isolée. Nous devons construire un mouvement révolutionnaire international qui remette en cause les intérêts de la classe capitaliste, dont les profits sont entachés du sang du peuple soudanais.

En nous unissant aux mouvements révolutionnaires du monde entier, nous pouvons amplifier notre force collective, affronter les systèmes d'oppression qui transcendent les frontières et lutter pour un avenir qui appartiendra aux peuples, et non aux élites. La révolution au Soudan n'est pas seulement une lutte locale, régionale, nationale; elle fait partie d'une lutte d'ensemble pour un monde libéré de l'exploitation et de l'oppression.

Analyse et déclarations de militant·es partie prenante de la révolution de 2018





La Révolution Proletarienne (1925-2025)

« *La revue qui n'a pas observé le Mouvement ouvrier, mais qui l'a vécu* »

À l'occasion des 100 ans de cette revue, les **Éditions Syllepse** ont publié un très bel ouvrage, très intéressant pour celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire du Mouvement ouvrier. **Pierre Monatte**, militant ouvrier révolutionnaire plus que respectable et toujours très estimé à travers les temps, disait en 1926 : « *La Révolution prolétarienne est la suite de la Vie ouvrière d'avant-guerre, elle est le même effort qui se poursuit avec la plupart de ses fondateurs... Tous ceux qui font un effort pour s'informer honnêtement, pour se former une opinion en connaissance de cause ne perdront pas leur temps en nous lisant.* »

Notre camarade **Alexandre Hébert** citait souvent cette formule : « *Le refus de parvenir* ». Elle était tirée d'un roman-témoignage de **Albert-Vincent Jacquet**, (« *instituteur ; d'abord patriote, puis syndicaliste non conformiste* », selon le **Maitron**) et préfacé par **Marc Bloch**, pas moins. « *Ce dernier était très fier d'être sorti de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'en provenir et non de l'avoir quitté. C'est lui qui a le premier parlé du refus de parvenir, c'est-à-dire de passer dans le camp ennemi.* » Nous dédions cela à tous les nombreux renégats à travers les âges qui ont été, sont et seront aux antipodes de cette exigence morale.

Refus de renier leurs engagements : si les animateurs de la « **RP** » doivent arrêter de la publier dans les années noires de **Vichy** et de l'**Occupation**, elle reparait dès la **Libération** et indique : « *Après 91 mois de silence ! Le 1^{er} septembre 1939, La Révolution prolétarienne qui existait depuis le 1^{er} janvier 1925 suspendait sa parution. Il était impossible au "Noyau" qui en supportait la charge de se soumettre à la censure. Au reste, ce sabotage prévenait l'interdiction gouvernementale. La Révolution prolétarienne, même sous la forme d'un mince souvenir, est demeurée l'ennemie du pouvoir établi, sous le **Daladier** de la guerre, sous **Reynaud**, sous **Vichy**, sous **Hitler**. La découverte de quelques numéros de notre revue hérétique, au cours d'une perquisition - qu'elle soit menée par la "Gestapo" ou la police de l'État français - permettait de grossir lourdement le dossier du suspect. Et, après la **Libération**, la qualité d'ancien rédacteur de **La Révolution prolétarienne** a orienté certaines proscriptions ou expliqué certaines évictions.*

*Cependant, La Révolution prolétarienne reparait aujourd'hui avec la fin du régime de l'autorisation préalable. Elle ne doit rien aux gens en place. Elle reparait animée, rédigée et administrée par la plupart de ceux qui la fondèrent en 1925 ou qui rejoignirent le **Noyau**, lors de nos luttes contre la bolchevisation, pour l'unité syndicale, contre la guerre et l'Union sacrée. Sa vie dépend exclusivement de la fidélité de ses amis, des sacrifices de temps et d'argent qu'ils pourront lui consentir.*

*Elle reparaît et son titre résume tout son programme, toutes ses ambitions. Pas plus qu'en 1925 et en 1939, elle ne sera l'organe d'une chapelle, d'une secte ou d'une tendance. Fidèle à l'esprit de **Fernand Pelloutier** et du **syndicalisme de 1906**, fidèle aux traditions de **La Vie ouvrière** d'avant 1914, elle demeurera une "coopérative intellectuelle", qui ne vend pas d'"articles tout faits", des "comprimés d'idéologies", qui ne diffuse pas de slogans. Elle veut fournir aux travailleurs les moyens de construire leur propre opinion, d'édifier leur propre jugement, de déterminer librement et volontairement les conditions de leur action autonome.*

*[...] Cependant aujourd'hui encore, notre titre : **La Révolution prolétarienne** est autre chose qu'une étiquette - il est la plus claire expression de nos espoirs : une **Révolution** faite par les travailleurs, pour les **Travailleurs**, une révolution qui ne soit que la conclusion et le couronnement de l'action ouvrière - ce qui suppose un **Syndicalisme indépendant**, une classe ouvrière éclairée sur sa mission et ses responsabilités, la renaissance de l'**Internationalisme ouvrier**.*

[...] Nous ne demanderons pas aux travailleurs qui nous liront de "croire en nous" et de nous suivre. Nous leur demandons, aujourd'hui comme hier, de "croire en eux" et de suivre les décisions de leur propre conscience. »

Une constante de la « RP » :
La volonté de la réunification syndicale à tout prix :
De la Déclaration des 22 (1931) au PUMSUD (1957)

Ces épisodes sont très connus, même si cela ne déboucha sur rien de réel pour la deuxième tentative, contrairement à la première qui vit la réunification de la **CGT** en 1936 et sera brisée en 1939, du fait du **Pacte Germano-Russe**. Mais cela ne retire rien à la symbolique puissante portée alors par ces Appels : la **réunification syndicale**, qui est dans beaucoup de têtes encore aujourd'hui.

Cela était porté par ce qui allait entrer dans l'Histoire sous le nom de la **Déclaration des 22** : « **Pour reconstruire l'Unité syndicale**. Spontanément, des militants syndicalistes appartenant aux **Organisations confédérées, unitaires et autonomes**, ont décidé de se réunir, d'avoir entre eux un échange de vues sur la situation de la classe ouvrière dans l'état actuel du monde économique et social.

*Ils ont considéré que la concentration de plus en plus accentuée du **Syndicalisme**, que la force de plus en plus grande de l'organisation patronale et le développement de ses moyens de résistance et de réussite rendent chaque jour plus difficile l'action en vue d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs.*

Ils ont considéré, d'autre part, que le développement de la politique militariste du gouvernement, la course aux armements, l'extension du fascisme dans de nombreux pays européens placent les prolétariats devant le double péril de la guerre et de la dictature. Ils ont reconnu que l'état de dispersion et d'émiettement des organisations de la classe ouvrière permet au capitalisme, au militarisme et au fascisme toutes les audaces, tous les coups d'État, toutes les atteintes à la vie du prolétariat. Ils ont convenu qu'après dix années de duels fratricides il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales.

Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une centrale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte des classes et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, toutes fractions et toutes sectes ainsi que du gouvernement.

Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, sans arrière-pensée, comme sans manœuvre, tout en y poursuivant la propagande en faveur de l'unité. Les camarades présents, convaincus que l'idée qu'ils viennent d'émettre rejoindra la pensée intime et les désirs profonds des ouvriers de ce pays, décident de se retrouver prochainement dans une réunion plus large à l'issue de laquelle un appel sera adressé à l'ensemble des travailleurs français.

Paris, le 9 novembre 1930.

PS : Les Militants syndicalistes de toutes tendances approuvant cette déclaration sont priés de faire connaître leur accord au camarade. R. Laplagne, 31 rue Dawton, Le Pré-Saint-Gervais (Seine)

Au nom des camarades présents. Pour les Confédérés : Marthe Pichorel, L. Digat, J. Toesca, P. Monatte, G. Dumoulin, C. Delsol, Roger Hagnauer. Pour les Autonomes : Roger Francq, M. Piquemal, R. Laplagne, J. Métayer, P. Martzloff, R. Mathonnet, G. Guilbot. Pour les Unitaires : A. Rambaud, V. Engler, Lucie Colliard, H. Boville, R. Deveaux, P. Cadeau, B. Bour, M. Chambelland ».

Paru dans la RP N° 112, décembre 1930

En 1957, après la scission de 1947, trois éminents militants vont reprendre le Chantier de l'Appel des 22 - Denis Forestier pour la **FN-Autonome**, Roger Lapeyre pour la **CGT-FO** et Aimé Pastre pour la **CGT** - et lancer l'Appel *Pour un Mouvement Syndical uni et Démocratique*. Il y avait un peu la même illusion sur le fait de ne pas porter dans le

Syndicalisme l'en-dehors des **Partis politiques** ; cela relève de la *Pensée magique* : Dire c'est faire. Il y avait, outre toujours la volonté **unitaire de réunification**, une autre **dimension laïque** qui n'était pas là en 1931 : « *Le groupement des Travailleurs, sous l'égide d'une confession, relève de l'attachement à la conception du pluralisme syndical et, par-là, s'oppose en fait à la reconstitution syndicale et donc, en dernière analyse, sert les intérêts du Capitalisme national et international* ».

Une revue qui embrasse beaucoup de sujets et de thèmes très variés

- **Féminisme** : Sont publiés des textes de **Jeanne Deroin** qui polémique avec **Pierre-Joseph Proudhon**, qui n'était pas un adepte du **Féminisme** et de l'**Égalité Hommes/Femmes**. « *Il était imbu de l'idée que la Femme était inférieure au triple point de vue de "physique, intellectuel et moral", et doit être cantonnée au foyer pour servir "d'auxiliaire à l'Homme" et être vouée à tout jamais "aux durs labeurs du foyer", à la soumission absolue au père, au mari et aux besoins du fils.* » En réponse au fameux « *Ménagère ou courtisane* », celle-ci répondait : « *l'Homme à la cité et à la famille, la Femme à la famille et la cité* ».

C'est **Ferdinand Buisson**, Président de la **Libre Pensée** et de la **Ligue des Droits de l'Homme** qui, le deuxième avant la Première Guerre mondiale, déposera la proposition de loi pour décider du **Droit de vote des femmes**.

- **Révolution Russe et URSS** : La revue publiera de nombreux articles sur l'évolution stalinienne du premier **État ouvrier** et contre les **Procès de Moscou** en soutenant les persécutés et victimes du **Stalinisme**. Écriront sur ce thème **Pierre Monatte**, **Maurice Chambelland**, **Roger Hagnauer**, **Robert Louzon**, **Alfred Rosmer**, **Daniel Guerin**, **Marcel Martinet**, **Victor Serge**, **Simone Weil**, c'est-à-dire un panel brillant qui ferait bien des envieux aujourd'hui. L'état d'esprit de la **RP** n'est pas de prétendre incarner une « *ligne* », mais plutôt un espace de débats ouverts autour de valeurs communes qui ne vont pas sans divergences quelques fois profondes.

Quelques temps avant le 23 août 1939, date de la signature du **Pacte Germano-Soviétique**, qui fut un coup de tonnerre dans un ciel peu serein, elle le prévoit ainsi que le dépeçage de la Pologne. **Maurice Chambelland** dira alors : « *Le fascisme sort renforcé de la nouvelle trahison de Staline* ».

- **Le Stalinisme et sa variété chinoise** : La revue aborde dans cette continuité la révolte des **Conseils en Hongrie** en 1956 : « *Quelle est la force principale sur laquelle nous devons compter dans la lutte contre la dictature et contre la guerre ? C'est évidemment la classe ouvrière.* » La **RP** a parfois la plume acide : « *Quant aux compères*

ou aux intoxiqués des partis “frères”, parmi lesquels tant d’intellectuels dont le cerveau fonctionne sans liaison avec les yeux, ils chantaient les louanges d’une démocratie populaire qui suivait les traces de l’Union soviétique, en pleine communion d’âme avec ses précurseurs, amis et protecteurs.

L’énorme mensonge a été crevé par un peuple unanime à rejeter, à vomir une dictature imposée par la force et la terreur ». On pourrait reprendre mot pour mot la formule sur « les intellectuels déconnectés » pour ceux qui osent nier aujourd’hui le génocide du Peuple palestinien. Un autre qui en prend aussi pour son grade dans la même « déconnection » est « **Monsieur Étiemble** »¹, surnommé « **le Commis-pèlerin suppôt de Mao Tsé-Toung** », laudateur zélé du stalinisme à la Chinoise.

« **M. Étiemble se réjouit que le mot “Trotskyisme” ne fasse plus partie du vocabulaire chinois, “pour la Chine quelle chance !”, car le duel Staline-Trotsky “eut pour seul effet de pourrir la pensée marxiste”. Mais il ne mentionne pas que presque tous les Trotskyistes chinois ont été assassinés par Mao Tse-Toung** ».

« Tous les maîtres du monde actuel évoquent invariablement la barbarie, les crimes des régimes du passé pour voiler leur propre barbarie, leurs propres crimes aux yeux de leurs esclaves. **M. Étiemble n’a fait qu’employer la même méthode que ceux dont il sert les intérêts.** »

- **Mai-juin 1936** : On y trouve sous la plume de **Simone Weil** des morceaux d’anthologie intemporelle, tant ils sont puissants : « Il s’agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d’oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange...

L’idée de négocier avec les patrons, d’obtenir des compromis, ne vient à personne. On veut avoir ce qu’on demande. On veut l’avoir parce que les choses qu’on demande, on les désire, mais surtout parce qu’on relève la tête, on ne veut pas céder. On ne veut pas se laisser rouler, être pris pour des imbéciles. Après avoir passivement exécuté tant et tant d’ordres, c’est trop bon de pouvoir enfin pour une fois en donner à ceux mêmes de qui on les recevait. Mais le meilleur de tout, c’est de sentir tellement des frères... Allons-nous enfin assister à une amélioration effective et durable des conditions du travail industriel ? L’avenir le dira ; mais cet avenir, il ne faut pas l’attendre, il faut le faire. »



Pierre Monatte s’interroge lui : « Alors, des camarades de plus en plus nombreux se demandent avec inquiétude si le **Front populaire** n’est pas une sinistre duperie. Au lieu d’un rassemblement pour la résistance à l’aggravation des conditions de vie, ne va-t-il être qu’un rassemblement pour

la capitulation devant les décrets-lois ? Au lieu d'un rassemblement pour la résistance au fascisme, qui est par essence un nationalisme, un nationalisme porté à l'exaspération, le Front populaire n'est-il que le prélude à l'Union sacrée de la prochaine guerre ? »

- **L'Algérie** : On parle beaucoup de **Messali Hadj** et de la manière dont se manifeste le désespoir impuissant de la confrontation sanglante **MNA/FLN**. **Albert Camus** écrit à ce sujet : « *Allons-nous laisser assassiner les meilleurs militants syndicalistes algériens par une organisation qui semble vouloir conquérir, au moyen de l'assassinat, la direction totalitaire du Mouvement algérien ?* » **Messali Hadj** appelle à l'arrêt des assassinats entre Algériens : « *Pour ma part, je me mets immédiatement à la disposition des bonnes volontés, d'où qu'elles viennent, car l'essentiel est que le sang cesse de couler et que les balles perdues ne fauchent plus dans la rue de malheureux passants.* »
- **La Laïcité et la Démocratie** : **Christian Mahieux** fait une analyse précise contre les faux « *laïques* » qui usurpent ce titre dans une croisade contre les **Musulmans**, nous sommes entièrement d'accord avec cette analyse, je n'y reviendrai pas. Il cite aussi un texte fondamental de **Lénine** « *De l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion* » qui sous-tend notre analyse commune, texte dont il indique qu'il a été cité dans *l'Idée libre*, revue culturelle de la **Libre Pensée**. Rappelons que, pour les authentiques Révolutionnaires (**Marx, Engels, Lénine, Trotsky**), la religion est une « *affaire privée* » du point de vue de l'État et absolument pas du point de vue du « **Parti ouvrier** ». **Michaël Bakounine** avait exactement la même position de principe, il affirmait que l'on ne pouvait être **Anarchiste** sans être **Athée**.

Est publié un large extrait d'un texte de **Robert Louzon** de 1925 « *L'huile de ricin ou l'opium ?* » où il traite de la **Démocratie** d'un point de vue que j'analyse comme extrêmement formel. À le lire, la « *Démocratie bourgeoise* » et le « *Fascisme* » ne sont que deux formes de la **Dictature du Capital**. C'est loin d'être faux dans l'absolu, mais ignorer les conditions dans lesquelles se forment et s'exercent ces deux formes de dictature ne peut qu'« *impuissanter* » le **Mouvement ouvrier**.

À partir du moment où le **Capitalisme** rentre dans sa phase finale « *l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme* », toutes les conquêtes démocratiques, arrachées dans l'ascension de la **Bourgeoisie**, ne peuvent être préservées, étendues, reconquises que par le **Mouvement ouvrier** dans sa lutte pour son **Émancipation intégrale**. Au contraire, le **Capital** ne peut que les remettre en cause, on le voit nettement aujourd'hui avec les lois « *Sécurité globale* » et « *Séparatisme* » qui détruisent littéralement les bases démocratiques historiques bourgeoises, ce qui crée une tension politique dans laquelle, si le **Prolétariat** s'insère, il fait « *implorer* » le carcan des contradictions institutionnelles, politiques et sociales et lui seul peut porter réellement ses revendications démocratiques.

- **La Grève et des grèves** : Le chapitre commence par le récit très détaillé des **Penn-Sardin** en 1925, les **Sardinières de Douarnenez**. C'est très fort et très émouvant aussi. La **Libre Pensée** y a consacré une émission de **France-Culture** où nous recevions l'auteure d'un ouvrage sur ce sujet :

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/divers-aspects-de-la-pensee-contemporaine/libre-pensee-les-penn-sardin-douarnenez-1924-4737910>

D'autres grèves et mouvements sociaux sont analysés, comme la grève générale des **PTT** en 1953 contre les **Décrets Laniel**, en 1963 celle des **mineurs** et contre la **Réquisition** de ceux-ci par le pouvoir gaulliste. Ces grèves monteront en puissance pour déboucher sur la **Grève générale de mai-juin 1968** qui verra sa concrétisation par la chute du **général Deux-Étoiles** en 1969. Depuis, le Régime issu du **Coup d'État du 13 mai 1958** entre en crise et en agonie. Ce chapitre se conclut par l'analyse de **Christian Mahieux** sur le **Mouvement des grèves de 2023**, article qui fit date pour les militants, sur le bilan du « *Mouvement social* » contre la **Réforme des Retraites** et ses conséquences sur et dans le **Mouvement syndical**.

Bien d'autres sujets sont traités dans la **RP** : l'antisémitisme, la Révolution espagnole, l'anticolonialisme, l'Internationalisme, l'Entre-deux-Guerres, la Production, la Littérature et la Philosophie, l'Histoire du Mouvement ouvrier, l'écologie. L'ouvrage se termine par la recension - non exhaustive - de toutes celles et de ceux qui écrivirent un jour dans la **Révolution Proletarienne**.

La **RP** a été incontestablement une revue du **Mouvement ouvrier** et un moment du combat de celui-ci. La lecture de cet ouvrage qui rappelle tout cela est donc à recommander.

Christian Eyschen



La Révolution Proletarienne (1925-2025), Éditions Syllepse, 278 pages, 18 €

Note :

¹ **René Étienne**, né le 26 janvier 1909 à Mayenne (France) et mort le 7 janvier 2002 à Dreux, connu sous le nom de plume d'**Étienne**, est un écrivain et universitaire français, reconnu notamment comme sinisant éminent, spécialiste du confucianisme et du haïku et traducteur de poésie.

Comme ton PATRON

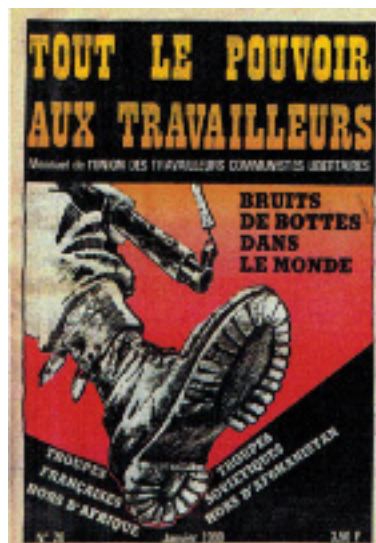
Affiche de l'Union locale
CFDT de Paris 8-9e en
1976, animée par des
militants
Communistes-Libertaires.
Après le collage de
l'affiche, la CFDT exclut
l'Union locale de la CFDT.
L'affiche est ici extraite de
« Front Libertaire de lutte
des classes » N°50 de
décembre 1976.

CFDT



ADHERE
AU P.S.

305



Syndicalistes et Libertaires, histoire de l'UTCL (1974-1991)

par Théo Rival

Un voyage plein d'espoir vaut mieux que l'arrivée à destination, et le vrai succès est dans l'effort. **Robert Louis Stevenson**

C'est un ouvrage intéressant qui mérite d'être connu, en tout cas pour celles et ceux qui s'intéressent aux **Syndicalistes Révolutionnaires** et au **Mouvement anarchiste**. Petite anecdote : on doit à l'**Union des Travailleurs Communistes-Libertaires** le fait de voir aujourd'hui dans toutes les manifestations, des cortèges syndicaux surplombés par un ballon-montgolfière, c'est l'**UTCL** qui a en eu l'idée la première. Sans doute, l'auteur n'a pas voulu que cela soit la seule chose que l'on retienne de l'action des **Communistes-Libertaires**, c'est pourquoi il a rédigé cet ouvrage et il a bien fait.

Ce livre est d'autant plus intéressant, pour les militants qui ont baigné dans la même culture syndicale, laïque et politique que moi, pour qui la **CFDT** et ses multiples déguisements, tours, détours et contours n'ont jamais été leur tasse de thé. C'est donc un « *nouveau monde* » que l'on découvre quand on lit cet ouvrage.

Pour nous, la **CFDT** a toujours été une organisation issue de la **Doctrine sociale de l'Église** chargée de mettre en œuvre un projet corporatiste. Ce livre ne peut que me conforter dans cette appréciation. Débarrassée de ses oripeaux de **Mai 68**, avec la perspective de la venue au pouvoir du **PS**, elle pouvait afficher sa véritable nature de collaboration de classes (pratique assez partagée aussi par d'autres centrales syndicales), mais son « **Petit +** » était et reste fondamentalement l'intégration du mouvement syndical dans le **Corporatisme** le plus éhonté et le plus servile pour les intérêts du **Capital**.

Et le Huitième jour, Dieu créa la CFDT

Dans mon analyse « **Où va le Patronat ? Bilans et Perspectives** », parue dans le **Numéro 4** des **Cahiers de l'Observatoire social de la Libre Pensée** (téléchargeable gratuitement sur le site de la **Libre Pensée** :

<https://www.calameo.com/read/003742301352c077df0aa>), j'expliquais ceci :

L'intégration des organisations syndicales (et plus généralement du mouvement ouvrier dans ses différentes composantes) dans le dispositif étatique, économique et patronal est une étape supérieure à la **Collaboration de classes**. Elle suppose la liquidation de l'indépendance de classe du **Prolétariat** pour le subordonner aux besoins du **Capital**.

Le **Corporatisme** est le stade final de la destruction du **Prolétariat** en tant que classe sociale. C'est la ciguë cléricale qui « *unifie* » l'exploité et l'exploiteur dans le **Corps mystique du Christ**. C'est une conception totalitaire (le tout) où chaque corps social (classe sociale) n'est qu'une partie d'un ensemble destinée à fonctionner avec les autres parties sans distinction de but. C'est le fameux « *bien commun* » des encycliques papales. La version moderne en fut « *la tête et les jambes* » de **Pierre Bellemare** où **Laurent Fabius** excella un jour.

En 1964, quand la **CFTC** se transforme en **CFDT**, l'une des premières démarches d'**Eugène Descamps** est d'aller voir **François Ceyrac** qui est en charge des relations avec les syndicats. La **CFDT** propose alors un deal au patronat : « *Nous reconnaissons la légitimité du pouvoir patronal, la valeur de l'économie de marché, mais nous voulons le partage du pouvoir, la cogestion dans les entreprises* ». Cela est discuté lors de sept à huit réunions.

Marcel Meunier, Président de la Commission sociale du **CNPF** dit non, car il n'en voit pas l'intérêt. Dépitée, la **CFDT** se tourne alors vers la **CGT** et conclut le « *Pacte d'unité syndicale* ». Le tournant « *gauchiste* » de la **Doctrine sociale de l'Église** en prend un vilain coup quand on connaît cela.

En 1978, lors du « *recentrage* », une nouvelle tentative de séduction du patronat est entreprise par **Edmond Maire**. Cette fois une oreille attentive approuve et au cours de négociations secrètes sur la réduction du temps de travail et l'aménagement du temps de travail, la **CFDT** fait toutes les concessions nécessaires pour complaire au patronat. Mais l'**UIMM** refuse le deal et la base de la **CFDT** aussi, ce qui va provoquer bien des remous en son sein.

Tout cela est le prélude de la « *refondation sociale* » du **MEDEF** qui va faire de la **CFDT** le porte-plume des patrons et modifiera profondément le paritarisme. La **CFDT** n'aura pas tout perdu, puisque selon le **rapport Perruchot**, cela permettra de constituer, par le biais de ce paritarisme quelque peu dévoyé, un bas de laine de 350 millions d'euros pour la succursale du **Vatican**.

Mais dès lors, il n'y aura plus une grande « *messe patronale* » sans la présence d'un représentant de la **CFDT**. En 2006 est mis fin au repas traditionnel entre la **Commission sociale des Evêques** et le **MEDEF**. Serait-ce la séparation de l'Église et du patronat ? Que nenni, la **CFDT** est toujours là pour représenter la **Doctrine sociale de l'Église**.

Selon **Thierry Renard** : « *La CFDT a beau s'intituler "réfèrent syndical", son seul projet est un projet d'appareil se résumant à une collaboration et à une gestion institutionnelle avec le patronat* ».

Une fois le cadre posé pour la clarté de mon propos, il ne convient pas de jeter le bébé avec l'eau sale du bain. On peut parfaitement comprendre que dans le contexte de l'époque, après 1968, des **militants libertaires** aient pu tenter une expérience et des initiatives dans le cadre de la **CFDT**, surtout que c'était l'époque du « *Socialisme autogestionnaire* » et que l'on peut mettre dans le mot « *autogestion* » (si chère aux **Libertaires**) tout ce que l'on veut et son contraire avec.

Rappelons le paysage syndical « *ouvrier et de gauche* » de l'époque : **CGT, CGT-FO, FEN**. Alors la **CFDT** pouvait passer pour une solution possible pour des militants libertaires voulant changer le monde, c'est un fait que l'on ne peut nier. Pour des militants révolutionnaires comme moi, la fin de cette possible aventure était écrite d'avance : la **CFDT** allait retourner au vomit de la **CFTC**, encore qu'aujourd'hui celle-ci apparait parfois, non pas « *plus à gauche* », mais moins « *à droite* » que la **CFDT** qui est un véritable paillason du **Patronat**. Être « *moins à droite* » que la **CFDT** aujourd'hui ne relève pas d'un exploit olympique !

Je n'entends pas faire passer les militants de ma « *sensibilité* » pour des « *diseuses de bonnes aventures* », mais appuyés sur une certaine culture historique, nous pouvions entrevoir le processus. Il faut là encore pondérer l'analyse, car nous ne sommes pas des bookmakeurs qui prennent des paris à la fin du match. « *L'opposition interne* » de la **CFDT** a été quand même jusqu'à recueillir 45 % des mandats lors du Congrès confédéral d'Annecy en 1976. En 1982, au Congrès de la **CFDT**, 300 délégués se réunissent dans un « *Forum des amendements non-retenus* » par la direction confédérale, organisé par l'opposition.

Ce n'est pas rien quand même et cela pouvait entretenir la volonté de déborder l'Appareil jusqu'au bout. Pouvait-on changer la nature de la **CFDT** ? Chacun a son point de vue sur la question, d'autant qu'être dedans ou dehors, n'entraîne pas les mêmes choses du point de vue militant.

Brève histoire de l'UTCL

- À la suite des grandes grèves de 1974 dans les banques, les PTT et le rail, se forma au sein de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) une tendance ouvriériste et syndicaliste révolutionnaire, nommée Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL). Cette tendance UTCL, principalement animée par de jeunes



postiers, cheminots et électriciens **CFDT**, reprochait à l'**ORA** sa dérive gauchiste et antisindicaliste qui l'éloignait du militantisme en entreprise. L'**UTCL** voulait réancrer l'**Anarchisme** dans le mouvement ouvrier et dans le syndicalisme. À son congrès de Pâques 1976 à Orléans, l'**ORA** décida d'exclure la tendance **UTCL**, avant de se rebaptiser **Organisation communiste libertaire (OCL)**.

- **1^{er} Congrès de fondation** : les 25-27 mars 1978.
- En 1979, l'**UTCL** négocia l'entrée en son sein de l'**Organisation Combat anarchiste (OCA)**. La fusion fut actée au II^{ème} congrès de l'**UTCL**, en novembre 1979. Selon les témoignages publiés dans l'ouvrage, il y eut un débat homérique visant à supprimer le **A** entouré d'un cercle pour jeter symboliquement les amarres avec l'*Anarchisme traditionnel*. Peu après, l'**UTCL** reçut l'adhésion de **Georges Fontenis** (ex-**FCL**, ex-**MCL**) et de **Daniel Guérin** (ex-**ORA**).
- Au début des années 1980, l'**UTCL** fut active dans la solidarité avec les dissidences ouvrières dans les pays du bloc soviétique, relayées entre autres par la revue libertaire *Iztok*. En 1980, l'**UTCL** organisa ainsi une tournée de meetings avec **Viktor Fainberg** et **Vladimir Borissov**, deux représentants du **SMOT** (syndicat libre interdit en URSS) réfugiés en France. À la même époque, ses militants participèrent à l'appui logistique à **Solidarność**, alors en butte à la répression de l'État polonais.
- Cette activité culmina avec l'organisation du colloque « *Cronstadt 1921-Gdansk 1981, soixante ans de résistance au capitalisme d'État* », à Paris, associant des historiens (**Marc Ferro**, **Daniel Guérin**, **Henri Arvon**, **Jean Barraué**, **Jacques Baynac**, **Arthur Lehning**, **Frank Mintz**, **Boris Souvarine**, **David Rousset...**), des vétérans révolutionnaires (**Marcel Body**, **Ante Ciliga**) et des dissidents de l'Est (le Bulgare **Kiril Yanatchkov**, le Roumain **Mihnea Berindei**, le Hongrois **Pierre Kende**, les Russes **Viktor Fainberg** et **Vladimir Borissov...**).
- Au moment des législatives de mars 1978, l'**UTCL** mena une campagne abstentionniste en association avec l'**Organisation Combat anarchiste (OCA)**, créée en 1976 et qui fusionnera avec l'**UTCL** au II^{ème} Congrès de celle-ci en 1979. Leur plateforme « *Pour une alternative révolutionnaire* » fut également signée par le groupe **Combat communiste (CC)** qui était une scission de **Lutte Ouvrière**.
- Pour la présidentielle de 1981 en revanche, l'**UTCL** fit un pas de côté et préconisa « *Pas une voix ouvrière à la droite, pas une illusion pour la gauche ! La solution est ailleurs... elle est dans nos luttes !* » Lors de la présidentielle de 1988, enfin, l'**UTCL**, sans appeler à voter pour le candidat de « *gauche alternative* » **Pierre Juquin**, participa de façon

critique aux « *comités d'initiative et de soutien* » qui avaient fleuri dans le cadre de cette campagne.

- 1986 au IV^{ème} Congrès de l'UTCL de Nantes, adoption du *Projet Communiste Libertaire*.
- À partir de 1988, l'UTCL fit le pari de s'autodépasser au sein d'un rassemblement des **communistes libertaires**. En mai 1989, fut rendu public un « *Appel pour une alternative libertaire* » cosigné par plus de 150 personnes issues de différents horizons du mouvement : UTCL, OCL, TAC, COJRA, revue *Noir et Rouge*... Un processus d'unification débuta alors, qui conduisit à la fondation, en mai 1991, d'**Alternative libertaire**. L'UTCL et le **Collectif jeunes libertaires** (CJL) décidèrent alors de s'y autodissoudre.
- **Disparition** : V^{ème} Congrès du 16 juin 1991 et adoption du texte-bilan.

(Source : *Wikipédia* et Théo Rival)

Pour les militants de l'UTCL, leur autodissolution tenait plus de l'autodépassement, même si le résultat était le même, la structure disparaissait, les militants restaient. Son action voulait s'appuyer sur l'histoire des **Syndicalistes Révolutionnaires**. Ceux-ci étaient rentrés dans la **CGT-U** au début des années 1920 puis, quand survint la stalinisation du **PCF**, ils la quittèrent pour fonder une troisième **CGT**, la **CGT-Syndicaliste Révolutionnaire** (CGT-SR) en 1926. Celle-ci adhère à l'AIT refondée en 1922 par la **CNT** Espagnole, la **FAUD** Allemande, l'**USI** Italienne et la **SAC** Suédoise. C'est alors qu'ils reprirent le diminutif d'*Anarcho-Syndicaliste* attribué par les **Bolcheviks**.

Quelques éléments d'histoire intéressants

L'ouvrage est riche en détails. Alors que l'ORA était dans la « *Nuit des barricades* » en mai 1968, la **FA** faisait gala à la Mutualité avec le **Groupe Louise Michel** et refusait d'y participer. Comme quoi, il n'y eut pas que les « *Lambertistes* » qui adoptèrent cette attitude à ce moment-là. Cela entraînera, avec bien autre chose, le départ de l'ORA de la **Fédération Anarchiste**, (qui fut fondée en 1967 au Congrès de Bordeaux de la **FA**), passant de la Tendance à une Organisation nécessairement concurrente. L'ORA était hébergée au 33 rue de Vignoles à Paris, dans les locaux de la **CNT Espagnole**, car celle-ci avait jugé la **FA** comme inexistente en 1968 et elle lui faisait ainsi le coup de pied de l'âne.

L'ORA subit une infiltration-provocation d'un agent franquiste. Rappelons que la prégnance de l'Espagne révolutionnaire était très forte et que les flics franquistes devaient surveiller tout cela de près. On verra cette prégnance au moment de l'assassinat barbare par garrot

de **Salvador Puig i Antich**, pour les militants qui ont connu cette époque, ce fut un moment d'horreur et d'indignation partagée par toutes les organisations, le Moyen Âge frappait à nos portes.

Le flic infiltré réussit à faire partir un quart des membres de l'ORA vers la **Ligue Communiste** (le NPA aujourd'hui). Le motif de l'exclusion était pour « *Trotskyisme* » ; comme le note l'auteur, il n'y avait strictement aucun rapport avec cela. La **Ligue Communiste**, bien que dûment informée par l'ORA de la vraie nature du « *rallié* », ne cessa de crier victoire. Cela, sous fond d'attraction du **Marxisme** chez certains **Libertaires**. Le même provocateur déposera des armes au local de la **Ligue Communiste**, ce qui renforça le dossier de sa dissolution par le ministre de l'Intérieur en 1973, après l'affrontement lors du meeting d'**Ordre Nouveau** à la Mutualité.

L'**UTCL** était représentée au centre de tri PTT de Paris-Brune où 2 000 postiers côtoyaient toutes les tendances de « *l'extrême-gauche* » qui l'appelaient leur « *Billancourt* ». **Maxime Vivas** en fit un roman dont je ferai une recension dans une prochaine *Raison*, car tous ceux qui l'ont lu semblent l'apprécier hautement et j'ai beaucoup aimé son ouvrage de vérité sur les **Ouighours**.

La naissance de l'**UTCL** coïncide avec le moment où l'appareil confédéral **CFDT** va en même temps commencer son « *recentrage* » vers le **Patronat** et se rallier au **Parti socialiste** dans le cadre des « *Assises du Socialisme* ». Ce qui fera réagir les militants **Communistes-Libertaires** dans l'**Union locale CFDT Paris 8-9** par une affiche devenu célèbre : « *Comme ton patron, adhère au PS* », c'était déjà trop pour la **CFDT**, mais ce qui décupla sa rage fut le petit dessin en bas à droite de l'affiche qui était assez explicite et qui montrait comment les militants locaux de la **CFDT** voyaient tout cela. Je vous laisse découvrir cela dans l'affiche jointe à cet article. L'**Union locale** fut exclue manu-militari de la **CFDT**, car « *chez ces gens-là, on ne rit pas, on vire* ». Dès lors, l'appareil confédéral **CFDT** se mit à établir un fichier des « *mal-pensants* » pour mieux les exclure.

Dans la période de 1983/1984, tout cela sera nourri aussi par la répression engagée par le gouvernement de « *Gauche* » de **François Mitterrand**, **Fiterman** alors ministre « *stalinien* » des transports enverra ses flics contre les grévistes d'**Air Inter** et **Quilès** « *socialiste* » enverra les siens contre les grévistes des **PTT**.

Ceux qui vont fonder l'**UTCL** existent aux **PTT**, dans les **Banques**, et à la **SNCF**. Ils vont constituer une « *tendance secrète* » dans l'**ORA**. Elle sera alimentée par le cours anti-syndicaliste de celle-ci qui mettait, au nom de la « *violence révolutionnaire de masse* », sur le même plan partis et syndicats, ce qui était un reniement de tout ce qu'avait porté l'**Anarchie** et particulièrement les **Anarcho-Syndicalistes**. Les militants de la future **UTCL**

seront exclus de l'ORA à son congrès de 1976, y compris **Daniel Guerin**, ce qui n'est pas rien quand même !

L'UTCL se définissait comme « *l'avant-garde consciente et active des masses populaires* » et promouvait « *une conception anarchiste de la minorité agissante* » et de « *se donner pour tâche le développement de la responsabilité politique directe des masses* » afin de viser « *à développer la capacité d'auto-organisation des masses* ». Ses militants se définissaient comme « *animateurs autogestionnaires de lutte* ». On peut dire que c'était assez ambitieux ou qu'ils ne se mouchaient pas du coude. Dans le point 3 de ses **Principes** adoptés au Congrès fondateur de 1978, on pouvait lire « *La participation aux luttes de masses revendicatives des travailleurs. Et aujourd'hui la participation active à la CGT et à la CFDT* ». Ce qui les délimitait des autres Anarchistes et Anarcho-Syndicalistes, comme **Maurice Joyeux**, **Alexandre Hébert**, **Marc Prévotel** ou **Joaquim Salamero** qui étaient dans la CGT-Force Ouvrière.

Des tentatives de rapprochements seront faites entre l'UTCL, l'Alliance Syndicaliste (AS) et l'Organisation Combat Anarchiste (OCA) et aussi avec notre camarade et ami **Alexandre Hébert**, tout ceci ne donnera rien. L'un des débats fracturant sera la volonté de créer ou pas une CNT-Française, l'UTCL y verra une illusion dangereuse. On retrouve dans toutes ces tentatives **Daniel Guerin** que l'on ne présente pas et pour qui nous avons tous un immense respect et **Georges Fontenis**, pour qui nous n'en avons aucun, il était revenu de son **OPA** sur la **FA** qu'il transformera un temps en **Fédération Communiste Libertaire**, ce qui lui vaudra une haine tenace de la rue **Amelot**. Il faudra tous les efforts de **Maurice Joyeux** notamment pour reconstituer la **Fédération Anarchiste**.

Le rôle de la LCR



En 1978 et 1979, des militants de l'UTCL vont rejoindre la LCR. C'est **Pierre Cours-Saliés** qui anime le travail de la LCR dans la CFDT et qui sert d'interlocuteur à l'UTCL. Celle-ci n'apprécie guère que ce soit un « *extérieur* » au monde ouvrier qui vienne donner des conseils et des consignes, il y a un témoignage en ce sens de **Christian Mahieux**. La LCR a une certaine force dans la CFDT, elle aura jusqu'à 60 à 65 délégués au Congrès confédéral de 1976 et cherche à être l'interlocuteur privilégié au nom de « *l'opposition* » à l'appareil CFDT, « *squeezant* » ainsi toutes les autres oppositions. Elle fera de même dans la FSU pour éjecter ceux qui vont devenir **Émancipation** après la scission de l'**École Émancipée**.

Dans un article de *Lutter !* n° 1 de mai-juin 1982, on pouvait lire : « *La Ligue communiste révolutionnaire, elle, a la prétention plus ou moins ouverte d'organiser à elle seule l'opposition interne à la CFDT, quitte à gâcher l'unité et le développement de cette opposition. Par sa pratique fractionniste et rebutante, elle sert de repoussoir à la direction confédérale. Les militants facilement reconnaissables dans les congrès au discours stéréotypé (sur la loi des 35 heures par exemple), et à la défense des mots d'ordre centraux de la Ligue, sont l'objet d'attaques qui visent toute l'opposition.* »

Pierre Cours-Saliés sera un laudateur zélé de la CFDT, il fera même un ouvrage « *La CFDT, un passé porteur d'avenir* », dans lequel vont écrire Eugène Descamps, Gilbert Declercq, Albert Détraz et Paul Vignaux, pas franchement des oppositionnels et rappelons que Descamps fut le principal acteur de la mystification de la « *déconfessionnalisation de la CFTC en CFDT* », en clair l'*Alchimiste du Vatican* qui transforme le plomb en plomb, et surtout pas en antimoine.

Quant à *Lutte Ouvrière*, il y a des passages savoureux dans l'ouvrage où l'on voit la monomanie maniaque de LO : intervenir ou plutôt faire intervenir un « *benêt de service* » pour proposer une énième fois d'abord un « *Comité de grève* », puis une « *coordination* » qui ne coordonne que ses militants qui veulent « *truster* » toutes les places . Ce qui finit très rapidement par fatiguer tout le monde et qui les identifie à coup sûr. C'est un peu comme le *sketch du Sombrero* à l'Opérette, on connaît le début, le milieu et la fin à coup sûr.

La LCR va intensifier son action pour constituer des « *Comités de soldats* » qui ne vont pas regrouper grand monde et qui seront une véritable « *aventure* » au mauvais sens du terme. Cela permettra une grande répression des appelés qui y seront impliqués et permettra aussi à l'Appareil de la CFDT de s'en servir pour normaliser en interne le *square Montholon* (siège alors de la CFDT). Edmond Maire passera de la dénonciation des « *coucous* » à la chasse aux « *moutons noirs* » en passant par « *les Merlins l'Enchanteur qui ne sont que des fées Carabosse* ». La LCR utilisera ses positions dans la direction des structures CFDT pour les impliquer dans « *la solidarité avec les soldats* ». Les sanctions tomberont à la pelle, des structures entières seront exclues.

Ces « *Comités de soldats* » vont aussi profondément diviser les oppositionnels, car nombre d'Anarchistes et de Libertaires sont plus sur la ligne historique de l'*Objection de conscience* que celle de « *noyauter* » l'Armée. Nous avons publié récemment toute l'action primordiale de la Libre Pensée qui, historiquement a été à l'initiative de cela, dès la sortie de la Première Guerre mondiale. Le Mouvement libertaire est pour « *À bas l'Armée* » et la LCR plutôt pour « *démocratiser et syndicaliser l'Armée* », c'est difficilement conciliable, on l'admettra volontiers.

Le mouvement de l'**Objection de conscience** se développera, liant de plus en plus un fort aspect antimilitariste collectif et non plus individualiste. La création des **Comités de Lutte des Objecteurs** (CLO) renforcera cette tendance ; il y aura jusqu'à 5 000 Objecteurs de conscience dans le **Service civil**.

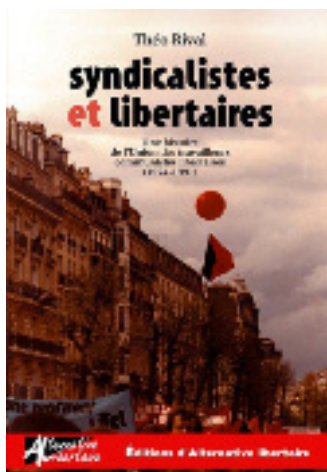
Les exclusions massives de la **CFDT** déboucheront sur la création de plusieurs syndicats autonomes : **Syndicat Démocratique des Banques** (SDB) en 1978, **Sud-PTT** en 1989, **SUD Rail** en 1996 après la grande grève générale contre le **Plan Juppé**, **SUD-Éducation** en 1996 pour les mêmes raisons. En 1987, des militants de l'**UTCL** comme **Marco Sazzetti** et **Clotilde Maillard** participèrent au déclenchement de la vaste grève des instituteurs et institutrices contre les « *maîtres-directeurs* », à la tonalité très anti-hiérarchique. On devait les retrouver neuf ans plus tard à la fondation du syndicat **SUD-Éducation**. En 1989, les militants **UTCL** du secteur aérien étaient présents dans la grève « *radicale et ludique* » des mécaniciens d'**Air France**.

La **LCR** condamnera d'ailleurs fermement ces créations « *au nom de la division obtenue* », même si ses militants étaient assez nombreux à y participer. Puis le **Groupe des 10**, né en 1981, convergera vers eux pour devenir **Solidaires**. Dès le début de cette dynamique, due aux exclusions dans la **CFDT**, se trouvera posé la question de la « **Confédéralisation** », ce qui était inévitable. Que l'on trouve cela positif ou pas, il faut noter qu'obtenir des avancées dans ce sens n'était pas gagné d'avance.

On peut donc voir que rien n'est jamais inéluctable. On peut partir d'une volonté d'unité du **Mouvement syndical** et par la force des événements aboutir de fait à une plus grande dispersion syndicale. On me pardonnera ce petit clin d'œil, les **Communistes-Libertaires**, qui avaient dans leur base programmatique des **Principes de base** en point n° 1 « *la lutte de classe et la Dialectique Matérialiste Historique* », me comprendront aisément.

J'ai trouvé ce livre très intéressant et utile, notamment pour ceux qui, comme moi, n'étaient point férus en ce domaine et l'auteur a bien fait de le faire.

Christian Eyschen



Syndicalistes et Libertaires, histoire de l'UTCL (1974-1991), Théo Rival, Éditions Alternative Libertaire, 288 pages, 12 €

Maxime Vivas

PARIS BRUNE

roman



LE TEMPS DES CERISES

VO EDITIONS

Paris Brune de Max Vivas

J'ai découvert l'existence de ce roman en lisant l'*Histoire de l'UTCL et des Communistes Libertaires* que j'ai chroniqué dans le présent *Cahier* de l'*Observatoire social de la Libre Pensée*. Ayant lu l'ouvrage de l'auteur sur les *Ouïgours*, qui m'avait beaucoup intéressé et que j'ai chroniqué aussi, j'ai eu envie de lire ce roman « *social et militant* ». Bien m'en a pris.

J'ai adoré ce livre et je l'ai dévoré, j'ai eu beaucoup de mal à cesser la lecture pour m'occuper de mes activités militantes et journalistes. Il y a des livres qui vous tombent des bras, tellement ils sont lourds (au mauvais sens du terme) et ennuyeux à souhait, ce livre vous scotche les bras aux yeux.

Je ne veux pas vous le raconter en détail, il faut le lire, car un tel ouvrage ne se raconte pas, il se déguste, page après page, chapitre après chapitre. En gros, c'est l'histoire de 2 000 jeunes fous furieux, montés pour la plupart de province, au gigantesque centre de tri de *Paris-Brune*, le « *Billancourt des PTT* ». C'est inénarrable, curieux, drolatique, hilarant et militant. On mesure bien en le lisant, ce qu'est la lutte des classes au quotidien, en attendant le « *Grand Soir* », il y a beaucoup de petits matins où les tacherons de l'impossible s'évertuent à faire avancer la cause ouvrière.

C'est ma génération militante dans laquelle je me retrouve totalement. Ce n'est pas mon histoire car je suis de la *Sécu*, pas des *PTT*, et pourtant c'est mon histoire quand même. C'est dans la suite du *Baby-Boom* où les ex-moufflets, rentrant sur le marché du travail, cherchaient du boulot pour vivre. C'est une époque où il n'y avait pas de problèmes d'emploi pour les jeunes. On pouvait être embauché le matin à la *Sécurité Sociale* (le bas du panier pour les non-diplômés, j'en étais), l'après-midi aux *PTT* (le milieu du panier) et le lendemain on bossait aux *Impôts* (le haut du panier pour les diplômés).

L'époque était rude, pas toujours joyeuse, les réacs étaient bien réacs, les cons toujours aussi cons, (c'est une loi de l'univers) et nous, on galérait tous après le pognon pour survivre. Dans ma génération, on n'avait qu'une envie : rire, rire et rire encore et faire des choses stupides qui feraient frémir d'horreur stupéfiée les tristes-du-fessier d'aujourd'hui (et même ceux d'hier). L'ouvrage en raconte quelques-unes qui ne sont pas tristes. Chaque profession avait ses spécificités, on riait autant à gorge déployée aux *Impôts*, aux *PTT* et la *Sécu*, mais en apparence pas des mêmes farces. J'en ai gardé en mémoire qui me font rire encore aujourd'hui, tellement c'était bon de rire.

Il y avait aussi une particularité : c'était après **mai-juin 1968**, tout le monde était politisé, surtout ceux qui, par leur âge, avaient raté avec regret « **68** ». Les militants, de

quelqu'appartenance qu'ils furent, se faisaient un devoir d'être cultivés et d'en savoir toujours plus que le voisin, qui pouvait être un concurrent politique. Et cela est bien raconté dans l'ouvrage ; s'il y avait une « concurrence » politique sévère, les militants avaient une tendance naturelle à se regrouper entre eux pour discuter sans fin. La solidarité existait aussi contre les tauliers, cela ne se discutait pas.

Comme dans l'ouvrage, il y avait les Syndicats surtout **CGT**, **CGT-FO**, **CFDT** qui se faisaient la cerise pour recruter les jeunes futurs guichetiers et toute la variété des organisations politiques, c'était une bonne école militante. La différence, qui n'était pas mineure par rapport à **Paris-Brune** où il n'y avait que des hommes, c'est que c'était mixte à la **Sécu**, et il y avait toujours plus de filles (80 % de femmes dans la profession) que de garçons, ce qui ouvrait un autre champ d'intérêts, que je vous laisse deviner, à l'aventure commune.

Le « **Paris-Brune** » de la **Sécu** était le centre de formation rue de l'Épine prolongée à Bagnolet (des noms comme cela ne s'oublie pas). Il y avait un paquet de salles de formation, des centaines de jeunes en furie, et je me souviens que les militants dans ma classe avaient fait un carré qui tournait le dos au tableau et au formateur. On n'écoutait rien, on se marrait, mais on se faisait un devoir d'être les meilleurs aux contrôles et à l'examen final. J'ai retrouvé pleinement cela dans ce roman de **Max Vivas**, ce n'est pas la même histoire, mais c'est pourtant la même.

Une anecdote pour finir et qui relie les deux histoires dans une chaîne d'union intemporelle. Après notre formation « *théorique* », on faisait une post-école pour liquider les feuilles de maladie dans les centres de paiement de la **Sécu**, c'est-à-dire qu'on faisait des pré-décomptes (l'informatique commençait) et il fallait abattre au rendement et à la pelle, comme trier les lettres à **Paris-Brune**. Chiant, nul et sans aucun intérêt, il fallait faire du chiffre. Ma post-école avait lieu en novembre 1974 : la grève générale des **PTT** ! Pas un dossier à liquider. *Merci les potos des postes !* On n'en a pas fait une rame, mais on n'a pas perdu notre temps, on a bien rigolé, encore et encore.

Je conseille vraiment et vivement de lire ce roman, c'est un bain de jouvence pour ma génération, (mais cela fera rire aussi ceux d'après), cela rajeunit et en même temps, cela vous met un coup de massue derrière les étiquettes : *c'était une autre époque, ma bonne dame !* Mais au moins, on n'était pas né vieux. Il a été édité en 1997, mais on le trouve encore d'occasion sur **Amazon** et **Rakuten**.

Christian Eyschen

OUVRAGES CITÉS DANS LES *CAHIERS* DE L'OBSERVATOIRE SOCIAL DE LA LIBRE PENSÉE

Cahiers de l'Observatoire 1

Ouvrages cités en préambule de la charte de constitution

Manifeste du parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels, éd. Flammarion

Dieu et l'État de Mikhaïl Bakounine, éd. Mille et une nuits

Ouvrage cité par Jean-Claude Frey

La Ferme des animaux de George Orwell, éd. Gallimard

Ouvrages cités par Philippe Besson

Les Débuts du mouvement ouvrier et les premières fêtes du travail à Aurillac de Michel Leymarie

36 debout : le Cantal dans le Front populaire de Serge Mazières, éd. Gerbert

Ouvrage cité par Christian Eyschen

Militant de la justice sociale et de la liberté : mémoires de Louis Blanc et Gérard da Silva, éd. L'Harmattan

Cahiers de l'Observatoire 2

Ouvrage cité par Jean-Vincent Boudou

1984 de George Orwell, éd. Gallimard

Ouvrages cités par Michel Sidoroff

10 jours qui ébranlèrent le monde de John Reed, éd. Nada

Les Fleurs du Mal de Charles Baudelaire, éd. Librairie générale française

Madame Bovary de Gustave Flaubert, éd. Flammarion

Cahiers de l'Observatoire 3

Ouvrages cités par Serge Hugot

Ces Messieurs de la CGT de Maurice Leclercq et E. Girod de Fléaux, éd. Ollendorff

Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste de Colette Chambelland, éd. de l'Atelier

Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale d'Alfred Rosmer, éd. Les bons caractères

Que faire de Lénine, éd. Science marxiste

Thèses d'avril de Lénine, éd. du Progrès

Ma vie de Léon Trotsky, éd. Gallimard

Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international de Christian Gras, éd. Maspero
Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats de Rosa Luxembourg, éd. La Découverte

La Lutte syndicale de Pierre Monatte, éd. Maspero

Union sacrée 1914-193... d'Alfred Rosmer et Hélène Modiano, éd. Spartacus

Moscou sous Lénine : les origines du communisme d'Alfred Rosmer, éd. Les bons caractères

Correspondance 1929 - 1939 de Léon Trotsky et Alfred et Marguerite Rosmer, éd. Gallimard

Syndicalisme révolutionnaire et communisme : les archives de Pierre Monatte, présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland, éd. Maspero

« *Monatte Pierre, dit Lémont Pierre* » de Colette Chambelland dans *Le Maitron*, éd. de L'Atelier

Cahiers de l'Observatoire 4

Ouvrages cités par Christian Eyschen

Le Prince de Machiavel, éd. Flammarion

Le Meilleur des mondes d'Aldous Huxley, éd. Pocket

Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours : le vrai visage du capitalisme français, sous la direction de Benoît Collombat et David Servenay, éd. La Découverte

Le Parti des patrons : le CNPF (1946 - 1986) de Henri Weber, éd. Seuil

Patronat, syndicats : Stops... & encore ! de Thibault Lanxade, éd. Cherche Midi

Les Patrons des patrons : histoire du Medef de Michel Offerlé, éd. Odile Jacob

Le Patronat : histoire, structure, stratégie du CNPF de Bernard Brizay, éd. Seuil

Un patronat, pour quoi faire : treize regards croisés de Thibault Lanxade, éd. Nuvis Phebe

Les Patrons face aux crises : 100 ans d'histoire du patronat français de François Roche, éd. Les Pérégrines

Les Organisations patronales et la sphère publique : Europe XIX^e et XX^e siècles, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Danièle Fraboulet et Pierre Vernus, éd. Presses universitaires de Rennes

MEDEF, un projet de société de Thierry Renard et Voltairine de Cleyre, éd. Syllepse

Révolution, résolution de Patrick Martin, éd. Hermann

Patronats dans le monde de Denis Zervudacki, éd. PUF

Prédations : histoire des privatisations des biens publics de Laurence Mauduit, éd. La Découverte

Le Choix du chômage : de Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique de Benoît Collombat et Damien Cuvillier

Ouvrages cités par Élisabeth Longuenesse et Didier Monciaud

Unruly corporatism : associational life in twentieth-century Egypt de Robert Bianchi, éd. Oxford university

Professions et société au Proche-Orient : déclin des élites, crise des classes moyennes, éd. Presses universitaires de Rennes

États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir vol. 2, sous la direction de Gérard Khoury et Nadine Méouchy, éd. Geuthner

Workers on the Nile : nationalism, communism, Islam and the Egyptian working class (1882 - 1954) de Joel Beinin et Zachary Lockman, éd. Princeton University

Islam, politics and social movements, sous la direction d'Edmund Burke et Ira Lapidus, éd. University of California

Loi islamique et droit dans les sociétés arabes de Bernard Botiveau, éd. Karthala

Médecines et médecins en Égypte : construction d'une identité professionnelle et projet médical de Sylvia Chiffolleau, éd. L'Harmattan

« Élections ouvrières : entre fraude et chasse aux Frères masqués » de Françoise Clément dans *Chroniques égyptiennes*, sous la direction de Marc Lavergne, éd. CEDEJ

A grand delusion : democracy and economic reform in Egypt d'Eberhard Kienle, éd. Tauris

Images of development : egyptian engineers in search of industry de Clement Henry Moore, éd. MIT

Labor and the State in Egypt : workers, unions and economic restructuring de Marsha Pripstein Posuney, éd. Columbia University

« L'évaluation du rôle des islamistes dans les syndicats professionnels égyptiens » d'Amani Qandil dans *Le phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, sous la direction de Baudoin Dupret, éd. CEDEJ

« Le courant islamique dans les institutions de la société civile : le cas des ordres professionnels en Égypte » d'Amani Qandil dans *Modernisation et nouvelles formes de mobilisation sociale vol. 2 : Egypte-Turquie*, éd. CEDEJ

« Professional associations in Egypt » de Carrie Rosefsky dans *Political islam*, sous la direction de Joel Beinin et Joe Stork, éd. University of California

« A civil society in Egypt ? » de Mustafa Kamil El Sayyid dans *Civil society in the Middle East vol. 1*, sous la direction de A.R. Norton, éd. Brill

Cahiers de l'Observatoire 5

Aucun ouvrage cité

Cahiers de l'Observatoire 6

Ouvrages cités par Christian Eyschen

La France sous nos yeux de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, éd. Seuil

Le Quai de Ouistreham de Florence Aubenas, éd. Points

La Seconde Révolution française d'Henri Mendras, éd. Gallimard

Cahiers de l'Observatoire 7

Ouvrage cité par Zizou Landron

La Vieillesse de Simone de Beauvoir, éd. Gallimard

Cahiers de l'Observatoire 8

Ouvrages cités par Christian Eyschen

La Défaite de l'Occident d'Emmanuel Todd, éd. Gallimard

L'Origine du christianisme de Karl Kautsky, éd. Syllepse

Compagnons et camarades : un libre penseur parle des anarchistes de Christian Eyschen, éd. Libertaires

Le Livre des rois : de la monarchie à la république de Christian Eyschen, éd. Théolib

Le Marché de Dieu : économie du judaïsme, du christianisme et de l'islam de Philippe Simonnot, éd. Denoël

Les Papes, l'Église et l'argent : histoire économique du christianisme des origines à nos jours de Philippe Simonnot, éd. Bayard

La Richesse des nations d'Adam Smith, éd. Flammarion

Le Chevalier, la femme et le prêtre de Georges Duby, éd. Fayard

Ouvrage cité par Martine Orange

Technocratisme : les grands corps à la dérive d'Alexandre Moatti, éd. Amsterdam


Ouvrages cités par Dominique Goussot

Civilisation matérielle, économie et capitalisme de Fernand Braudel, éd. Armand Colin

La Déclaration Balfour : aux sources de l'État d'Israël de Jean-Pierre Alem, éd. Complexe

Recension faite par Sophie Ladoucette





**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE
social sont sous la responsabilité
de la Fédération nationale de la Libre Pensée**

**Les propos tenus le sont sous la seule
responsabilité de leurs auteurs**

Directeur de la publication : *Jean-Sébastien Pierre*

Rédacteur en chef : *Christian Eyschen*

Maquette : *Philippe Floris*